

l'Humanité *des débats*

Histoire 1993, François Mitterrand et le piège du marché unique

Comment le président de la République a ouvert la voie au monétarisme et à l'ordolibéralisme allemands. **P. 27**

Agora Quel modèle énergétique pour quel modèle de société ?

Hervé Kempf, rédacteur en chef à Reporterre et auteur. Marie-Claire Cailletaud, élue CGT au Conseil économique, social et environnemental. Jacques Rigaudiat, conseiller maître à la Cour des comptes. **P. 20**

À Bruxelles, les amis français du roi du Maroc

Le Marocgate éclaire la politique d'influence que déploie Rabat au cœur des institutions européennes. Le second volet de notre enquête. **P. 12**

VENDREDI 6, SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 JANVIER 2023 | N° 23603 | 2,60 € | www.humanite.fr



LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité

JUSTICE NOW

2013, TROIS KURDES ASSASSINÉES

Il y a dix ans, des militantes étaient tuées à Paris, où se déroulera une manifestation, ce samedi 7 janvier. Les juges d'instruction n'ont toujours pas accès aux dossiers des services de renseignements. **P. 2**

L'intolérable secret d'État

M 00110 - 106 - F: 2,60 €
BELGIQUE 2,70 € - DOMS 2,90 € - MAROC 3,20 MAD



Dix ans déjà et la vérité n'est toujours pas connue. Dix ans que Sakine Cansiz, l'une des fondatrices du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Fidan Dogan, plus connue sous le nom de Rojbin, responsable à Paris du Centre d'information du Kurdistan (CIK), et Leyla Söylemez, une des leaders des jeunes du PKK, ont été abattues de plusieurs balles dans la tête. Une exécution aussi sommaire que sordide, commise de sang-froid. Un meurtre dans la capitale française. Un meurtre politique pas encore élucidé. Pourquoi ? Remontons à cette nuit du 9 au 10 janvier 2013.

Nous sommes au 147, rue La Fayette, dans le 10^e arrondissement de Paris, le siège du Centre d'information kurde. La journée a été particulièrement chargée en rencontres et discussions. La présence de Sakine Cansiz, militante aguerrie et expérimentée, qui a subi les pires tortures dans la sinistre prison de Diyarbakir, témoigne de leur importance. Durant l'année 2012, qui vient alors de s'écouler, les affrontements entre l'armée turque et le PKK ont été terribles. Le premier ministre, qui allait par la suite devenir président, Recep Tayyip Erdogan, voit d'un mauvais œil les résultats de « l'ouverture kurde » et les gains politiques du PKK, force incontournable. En lieu et place du dialogue, il choisit la répression et l'engagement militaire. On n'avait pas vu ça depuis les années 1990. Une offensive militaire qui s'accompagne de l'élimination des cadres du PKK, particulièrement en Europe. C'est à ce moment-là que les trois militantes sont assassinées.

Depuis quelques mois, un homme a réussi à se faire admettre parmi les militants kurdes de la région parisienne et devient même chauffeur pour le CIK, chargé d'accompagner Sakine Cansiz. Il s'appelle Ömer Güney. Il est arrêté huit jours après le meurtre de Sakine, Rojbin et Leyla, et mis en examen pour « assassinats en relation avec une entreprise terroriste ». La qualification est intéressante parce qu'elle permet à la juge chargée de l'instruction d'enquêter dans toutes les directions. Rapidement, la piste montre qu'Ömer Güney est en relation avec des agents du MIT, le service de renseignements turc.

MALGRÉ L'ÉMOTION EN FRANCE ET DANS LE MONDE ENTIER, L'AFFAIRE S'ENLISE

La magistrate comprend très vite que des éléments lui manquent et qu'ils sont sans doute dans les mains de la DGSI, les services français. Pour avoir accès aux dossiers,

Les familles font état d'éléments supplémentaires, lesquels pointent la possible responsabilité des services secrets turcs.

il lui faut obtenir la levée du secret-défense. Elle en fait la demande. Maître Antoine Comte, avocat des familles des victimes, se souvient : « Dans un premier temps, la déclassification a été acceptée, mais elle s'est opérée de manière grotesque. Les documents demandés par la juge d'instruction étaient tous censurés. Il pouvait y avoir deux pages et seule-

ment trois lignes de lisibles. C'était dépourvu de tout intérêt. » Malgré l'émotion créée par ces assassinats, en France et dans le monde entier, l'affaire s'enlise. Pis, Ömer Güney, que l'on savait malade, meurt en prison, d'une tumeur au cerveau, en décembre 2016, quelques semaines à peine avant le procès qui devait s'ouvrir et aurait peut-être permis d'en savoir plus sur les commanditaires.

Pourtant, des faits nouveaux apparaissent. Notamment lorsque les militants du PKK appréhendent deux membres importants du MIT qui se trouvaient en mission clandestine dans la région de Souleymanieh, au Kurdistan d'Irak. C'était en août 2017. Erhan Pekcetin et Aydin Gunel préparaient une opération directement commanditée par Erdogan et le chef du MIT, Hakan Fidan, lorsqu'ils ont été

Assassinat des militantes kurdes, omerta d'État

JUSTICE Il y aura dix ans, lundi, trois Kurdes étaient assassinées. Des manifestations ont lieu à Paris ce samedi. Les commanditaires ne sont toujours pas connus. Les juges d'instruction n'ont pas accès aux dossiers de la DGSI.



Janvier 2013, la France se mobilise à Strasbourg, en Alsace. FREDERICK FLORIN/AFP

interceptés. L'Union des communautés du Kurdistan, qui rassemble plusieurs organisations kurdes au niveau international, affirme alors que Sabahattin Asal, un responsable du MIT, serait l'organisateur des assassinats à Paris des trois militantes kurdes. Mais, avec la mort de Güney, l'action publique s'étant éteinte, les familles des victimes décident de se porter partie civile. Elles font état d'éléments supplémentaires, lesquels pointent la possible responsabilité des services secrets turcs, conduisant à la réouverture du dossier, le 14 mai 2019, pour les faits de complicité d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste et d'association de malfaiteurs terroriste criminelle. « *Quand la deuxième instruction a été ouverte, les juges d'instruction (ils sont deux) ont demandé encore une fois la levée du secret-défense* », rapporte maître Antoine Comte. « *Mais la commission a répondu qu'il n'y avait aucun élément nouveau.* » Et l'avocat d'ajouter : « *Avec ce qui s'est passé, le 23 décembre dernier ? il y a certainement lieu de faire une troisième demande, car il y a des éléments nouveaux.* »

« SI NOS ASSOCIATIONS SONT PRISES POUR CIBLES, CELA RELÈVE D'UN CARACTÈRE TERRORISTE ET POLITIQUE »

Une allusion à ce qui s'est passé le 23 décembre 2022, rue d'Enghien, où trois militants kurdes ont été assassinés, devant le Centre culturel kurde. Parmi les personnes visées, Emine Kara, une responsable du mouvement des femmes kurdes, qui avait elle-même combattu contre Daech au Rojava (Kurdistan syrien), que le tueur est revenu abattre d'une balle dans la tête. « *Nul doute pour nous que ce sont des assassinats politiques. Le fait que nos associations soient prises pour cibles relève d'un caractère terroriste et politique* », souligne Agit Polat, porte-parole du Conseil démocratique kurde en France. Un tel assassinat, alors que devait se dérouler au même moment et au même endroit une réunion de responsables kurdes visant à préparer la commémoration des dix ans de la mort de Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Söylemez, relève-t-il du hasard ? Étrangement, les autorités politiques et judiciaires ont immédiatement fermé la possibilité d'investigations poussées en parlant de « *crime raciste* », le parquet antiterroriste estimant très rapidement qu'il n'y avait pas lieu de saisine. « *Je veux bien que ce soit un crime raciste mais rien ne prouve que ce soit la seule vérité*, insiste Antoine Comte. *Dans une affaire comme celle-là, il faut ouvrir une instruction avec la qualification la plus haute pour permettre les investigations les plus appropriées du juge d'instruction.* » Ce n'est pas le cas. « *Ce nouvel assassinat est de trop!*, s'est indignée, dans un communiqué, l'association France-Kurdistan. *Veut-on une nouvelle fois, au nom de la raison d'État, protéger l'État turc alors que nous vérifions que la complaisance à son égard ne peut qu'encourager les actes meurtriers ? Nous n'avons eu de cesse d'alerter sur le fait que l'impunité encourage la récidive.* »

« Il faut ouvrir une instruction avec la qualification la plus haute pour permettre les investigations les plus appropriées du juge d'instruction. »

ANTOINE COMTE, AVOCAT DES FAMILLES DES VICTIMES

« *On est au cœur d'une question fondamentale, qui est celle des rapports entre la France et la Turquie* », souligne Antoine Comte. Il soulève ainsi le contenu des accords de coopération entre Paris et Ankara (lire page 5) qui met en avant la lutte contre le terrorisme. Pour la Turquie, il s'agit bien sûr du PKK. Et la France se prête au jeu, en arrêtant les militants kurdes et en les renvoyant dans les prisons d'Erdogan. Pour cela, une seule solution : la levée du secret-défense que les familles pourraient demander à nouveau très rapidement. ■

PIERRE BARBANCEY



Et à Marseille, dans les Bouches-du-Rhône. BORIS HORVAT/AFP-



ÉDITORIAL

PAR SÉBASTIEN CRÉPEL

La « raison d'État » contre la vérité

Leurs visages continuent de hanter les mémoires. Figures de la cause kurde, Sakine, Fidan et Leyla ont été abattues de sang-froid, une sombre nuit de janvier, en plein cœur de Paris. Dix ans déjà. Depuis, leur meurtrier a été identifié, même s'il n'a pu être jugé, décédé de maladie pendant sa détention. Mais on ignore encore les noms des commanditaires potentiels qui auraient armé le bras de l'auteur de cet effroyable massacre. Pourtant, la justice pourrait remonter la piste d'éventuels donneurs d'ordres de ce triple assassinat à la signification politique indéniable. Les preuves existent des liens du tueur avec le MIT, les services secrets turcs. Et les trois femmes n'ont pas été ciblées au hasard : dirigeantes kurdes expérimentées, elles étaient la bête noire du régime d'Erdogan, et des forces turques les plus extrémistes. Mais impossible, pour l'heure,

d'établir précisément la chaîne des responsabilités dans ce drame et, partant, de désigner et de faire condamner les coupables, s'ils s'en cache encore.

La justice se heurte au mur du « secret-défense ». Tant que le président de la République, Emmanuel Macron, refusera de le lever, personne n'aura accès à ce que recèlent les dossiers dormant dans les armoires blindées des ministères français. Comme si une « raison d'État » imposait d'étouffer la vérité au nom des intérêts supérieurs des relations avec Ankara. Quant aux autorités turques, elles refusent de collaborer avec la justice de notre pays.

D'intolérables zones d'ombre planent toujours sur l'odieux crime de la rue La Fayette. Ce déni de justice est rendu plus insupportable après la nouvelle tuerie, perpétrée rue d'Enghien, qui a endeuillé la communauté kurde, le 23 décembre 2022. Le mobile confus avancé par le suspect tout comme les circonstances du drame survenu au lieu et à l'heure d'une importante réunion de femmes kurdes, heureusement décalée, justifie l'incrédulité vis-à-vis de la version d'un crime raciste, sans autre visée politique. D'un massacre à l'autre, la même exigence de justice et de vérité tisse un fil invisible. Comme un pont contre l'oubli et l'impunité. ■

Un déni de justice rendu plus insupportable après la nouvelle tuerie, perpétrée rue d'Enghien.

Officier de réserve de l'armée grecque et coauteur, avec Constantin Pikramenos, de *Milli Istihbarat Teskilati (MIT). Le service secret turc. Guerre sur tous les fronts* (Va Éditions, 2021), Savvas Kalenteridis a servi pendant six ans à Izmir, en Turquie.

L'ombre de l'organisation nationale de renseignement turc, le MIT, apparaît dans l'enquête sur les meurtres des trois militantes kurdes à Paris, en 2013, et peut-être sur ceux perpétrés le 23 décembre 2022. Quelle serait sa participation ?

Le meurtre des trois femmes, il y a dix ans, a certainement été perpétré par le MIT. Cela a été établi. Dans la pratique, lorsqu'un service secret fait une telle opération dans un pays allié, avec trois morts, il a généralement, sinon la couverture, la tolérance du service de renseignement local. Après tout, le ministre de l'Intérieur, Süleyman Soyly, n'a laissé aucun doute, comme s'il assumait la responsabilité des meurtres, avec sa déclaration faite un jour après les meurtres des trois Kurdes à Paris : « *Le président Erdogan exterminera tous les terroristes, partout sur la terre.* »

En ce qui concerne les meurtres de la rue d'Enghien, bien que le tueur soit un raciste français, il est peu probable qu'il ait attaqué et tué un membre éminent du mouvement kurde sans l'implication de l'État turc. Ce drame a eu lieu le jour où une réunion était prévue sur l'organisation du dixième anniversaire des trois militantes tuées, à laquelle participaient des membres de la direction.

Quelles sont les activités des services de renseignement turcs en Europe ?

Au cours des dix dernières années, le MIT, en changeant sa doctrine opérationnelle qui concerne désormais l'extérieur, a développé un vaste réseau d'agents dans tous les pays européens. Ils agissent en coordination et se concentrent sur les missions diplomatiques et les mosquées de Ditib (Union turco-islamique des affaires religieuses).

Les principales activités consistent à recueillir des informations sur les activités des communautés turques à travers l'Europe, principalement des Kurdes dissidents, des alévis et des adeptes de Gülen (mouvement interculturel et interreligieux du nom de l'imam Fethullah



SAVVAS KALETERIDIS
Ancien officier du renseignement grec

Gülen, auparavant allié de Recep Tayyip Erdogan - NDLR).

Comment fonctionne ce réseau ?

Les champs de recrutement des agents du MIT visent, outre les mosquées islamiques de Ditib, et les employés qui y servent, les clubs nationalistes de la fédération des Loups gris démocratiques turcs et d'autres clubs culturels et sportifs, contrôlés par les consulats locaux. Ces recrues effectuent les missions

qui leur sont assignées par les officiers du MIT, qui servent dans les consulats et les ambassades.

Quel est l'enjeu d'une telle surveillance pour la Turquie ?

L'objectif demeure politique. C'est-à-dire de contrôler l'activité des dissidents, d'une

part ; d'étouffer les communautés turques, d'autre part. À chaque fois que le gouvernement turc en a besoin, il peut les mobiliser pour faire pression sur les pays qui les accueillent.

Quel est le lien entre le MIT et les Loups gris ?

Les Loups gris sont une organisation paramilitaire et paramilitaire criminelle, entièrement contrôlée par l'État profond turc. À l'étranger, les Loups gris sont contrôlés principalement par le réseau d'agents du MIT servant dans les missions diplomatiques turques. Le président turc, Erdogan, utilise aussi bien le MIT que les Loups gris, en tant qu'organisation paramilitaire, pour terroriser les citoyens. Leur implication dans le crime organisé et des actions telles que le trafic de drogue, d'armes, de femmes est connue de tous.

Que représentent les Loups gris ?

Ont-ils un rôle défini ?

Les Loups gris sont l'État turc. Le récent assassinat de Sinan Ateş à Ankara indique leur rôle. Sinan Ateş, qui était jusqu'en 2020 le capitaine des Loups gris en Turquie, a commis l'« erreur » de montrer des marques de sympathie envers Meral

« Les Loups gris sont l'État turc. Leur implication dans le crime organisé est connue de tous. »

Akşener (ancienne ministre de l'Intérieur - NDLR) et au Bon Parti, formé par d'anciens cadres des Loups gris. Devlet Bahçeli, qui est le leader du Parti d'action nationaliste (MHP), qui est l'expression politique du mouvement, l'a expulsé de l'organisation. Et il a été assassiné de sang-froid à Ankara, en guise de punition pour son acte.

Comment comprendre les accords de sécurité entre la France et la Turquie ?

Il est presque impossible, pour le MIT, d'opérer et d'organiser des assassinats et des organisations paramilitaires et paramilitaires en Europe sans au moins la tolérance des services secrets locaux. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE BARBANCEY

ENTRETIEN



Dans le nord de la Syrie, en 2018, un homme en uniforme de l'armée turque fait le salut symbolique des Loups gris. BAKR ALKASEM/AFP



En 2011, les ministres français et turc de l'Intérieur signent à Ankara un accord de coopération sécuritaire. ADEM ALTAN/AFP

Entre la France et la Turquie, un accord contre les Kurdes

Paris et Ankara continuent à échanger des informations sécuritaires. Une coopération dirigée principalement contre le PKK, dont les présidents Macron et Erdogan se gardent bien de parler.

Assez peu mise en avant, la question sécuritaire reste un dossier soigneusement préservé par la France et la Turquie. Le 7 octobre 2011, le ministre français de l'Intérieur de l'époque, Claude Guéant, fidèle de Nicolas Sarkozy, se rendait à Ankara pour signer un accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure entre les deux pays. C'était l'aboutissement de négociations en cours depuis 1998. Le texte prévoit notamment la « coopération opérationnelle de lutte contre le terrorisme ». Peu importe qu'en Turquie des avocats, des journalistes, des universitaires se trouvent poursuivis, jetés en prison parce qu'opposés à la politique du pouvoir. Quant aux Kurdes, ils subissaient une guerre sans merci. Ce qui n'a pas empêché François Hollande de persévérer dans cette voie. Son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, se félicitait même de l'existence d'un tel accord.

PARIS EMPRISONNE ET EXPULSE LES MILITANTS KURDES

De fait, l'axe central de cette coopération est basé sur la lutte contre le terrorisme, le trafic de stupéfiants et l'immigration illégale. Un point particulièrement important. D'autant que le terme « terroriste » n'étant défini nulle part dans le texte de l'accord, cela autorise toutes les interprétations. L'Union européenne ayant inscrit le PKK sur la liste des organisations terroristes, la justification s'avère toute trouvée pour la France, qui s'empresse ainsi de poursuivre, emprisonner, juger et expulser les militants kurdes. Les poursuites se multiplient également à

l'encontre de Kurdes à qui l'on reproche, sans preuves, une aide au financement du PKK.

La décision du gouvernement français, en novembre 2020, d'interdire les Loups gris, cette officine d'extrême droite turque (bras armé du parti MHP allié à l'AKP d'Erdogan) qui sévit également en France, ne doit pas faire illusion. Ce groupe d'obédience fasciste n'existe pas formellement dans notre pays. Et les associations culturelles et sportives au travers desquelles les Loups gris agissent ne sont pas touchées par la mesure. En revanche, l'assassinat de militantes kurdes à Paris, Fidan Dogan, Sakine Cansiz et Leyla Söylemez en janvier 2013, est le fait d'un homme aujourd'hui décédé mais dont les proches ont révélé qu'il se présentait comme un membre des Loups gris et avait des liens avec les services secrets turcs, le MIT.

Comment l'Élysée peut-il justifier le maintien de tels accords, non seulement au regard des droits de l'homme (des milliers d'opposants sont emprisonnés en Turquie), mais également dans l'aide apportée pour écraser le PKK ? Des centaines de membres du Parti des travailleurs du Kurdistan ont combattu l'organisation dite de l'« État islamique » et lui ont infligé sa première défaite à Kobané, au Kurdistan syrien. Mieux vaut pour Emmanuel Macron cacher cet accord de la honte, indigne de la France, qui n'a jamais été remis en cause. D'autant plus qu'il est scellé par une coopération sans faille entre les services de renseignement français et turcs qu'une levée du secret-défense dans l'affaire du meurtre des trois Kurdes, il y a dix ans, mettrait très certainement en évidence. ■

P. B.

Une volonté d'éradiquer la résistance

La Turquie multiplie les attaques contre les bases du PKK en Irak et essaie de détruire l'administration autonome mise en place au Rojava, en Syrie.

Lorsque les troupes djihadistes se lancent à l'assaut de Kobané, en 2014, Daech est à son apogée. Au mois de juin, son chef a proclamé la naissance de l'« État islamique », à cheval sur les territoires irakien et syrien avec deux capitales, Mossoul et Raqqa. Pour Ankara, l'occasion est belle pour tenter d'éradiquer les Kurdes qui, au nord de la Syrie (Rojava), à la frontière turque, mettent sur pied une administration autonome qu'ils voudraient étendre de Qamishli, à l'est, jusqu'à Afrin, à l'ouest, avec, entre les deux, Kobané. Pour Recep Tayyip Erdogan, c'en est trop. Le dirigeant turc soutient alors Daech et permet le passage par son territoire des djihadistes du monde entier qui affluent pour combattre en Syrie.

Le plan échoue grâce au courage des combattantes et combattants kurdes des YPJ, YPG et du PKK. Daech subit sa première défaite devant les murs de Kobané, prélude au démantèlement de l'« État islamique » proprement dit. Si des cellules de cette organisation perdurent dans la vallée de l'Euphrate et au nord de l'Irak, pour la Turquie, la donne a changé. Erdogan décide alors de s'impliquer directement. En août 2016, le président turc lance une première offensive occupant de larges portions de territoire syrien, de la ville d'Afrin à celle de Jarablous, et de Tall Abyad à Ras al-Aïn (Serê Kaniyê). Son but : empêcher la création d'une entité kurde et imposer une zone tampon de 30 kilomètres de profondeur en territoire syrien. En novembre 2022, Ankara a déclenché de nouveaux bombardements sur ces zones, prélude à une nouvelle offensive. Mais les États-Unis, qui continuent à avoir des bases autour des zones pétrolières au Nord-Est syrien, s'y opposent, forçant Erdogan à temporiser.

Le chef d'État, en attendant, poursuit ses attaques contre les bases du PKK sur le mont Qandil, au Kurdistan irakien, non loin de la frontière iranienne. Malgré ses opérations hélicoptères et la complicité du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du clan Barzani qui a laissé la Turquie ouvrir une base militaire sur le territoire kurde irakien, Ankara n'est pas parvenu à éradiquer le PKK. Erdogan cherche également à empêcher tout lien entre le mont Qandil et le Rojava. C'est par ce corridor, qui longe la frontière turque et serpente jusqu'en Syrie, que les combattants du PKK ont pu venir en aide aux populations yézidiennes du Sinjar, dont des milliers de femmes avaient été emmenées comme esclaves sexuelles par Daech, mais ont également pu renforcer la défense de Kobané. C'est ce que ne veut plus la Turquie, qui combat les Kurdes partout où ils se trouvent : en Syrie, en Irak, en Iran, mais aussi en Europe et particulièrement en France. ■

P. B.

« Qui voit la figure humaine correctement ? Le photographe, le miroir ou le peintre ? » Pablo Picasso

L'HOMME DU JOUR



Mikhaïl Lobanov

Candidat aux législatives de 2021 en Russie pour le Parti communiste, Mikhaïl Lobanov a été violemment arrêté à Moscou, le 31 décembre. Ce syndicaliste et chercheur en mathématiques à l'université Lomonossov a écopé de quinze jours d'incarcération pour « résistance aux forces de l'ordre ». Un motif ironique alors que celles-ci auraient scié sa porte d'entrée et l'auraient largement matraqué. Comme de nombreux opposants, les autorités l'ont poursuivi pour diffusion de « fausse information » sur les forces armées russes à propos de « l'opération spéciale » en Ukraine. Cela fait partie de l'arsenal judiciaire, entré en vigueur après l'invasion du 24 février, qui punit jusqu'à quinze ans de prison des propos critiques sur le conflit. Comme d'autres opposants, Lobanov pourrait se retrouver incarcéré plusieurs années. ■

VADIM KAMENKA

LE FIL ROUGE

Paris (75) Des collectifs citoyens algériens organisent un rassemblement samedi 7 janvier, de 14 h 30 à 18 heures, place du Trocadéro pour exiger la libération du journaliste Ihsane El Kadi et de tous les prisonniers politiques, la levée des scellés sur Radio M et le journal en ligne Maghreb Emergent et le respect de toutes les libertés en Algérie.

CACTUS 40

La fortune en héritage

Selon le *Figaro* du 5 janvier, les héritiers de la dynastie Barrière vont racheter 40 % des parts du groupe Barrière détenus par un actionnaire minoritaire. Alexandre et Joy ramènent dans le giron familial la pleine propriété du groupe. Le 20 janvier, frère et sœur deviennent la 4^e génération à la tête de l'entreprise fondée il y a 111 ans.

L'œil de Soph'

RÉFORME DES RETRAITES BORNE RENCONTRE LES SYNDICATS

J'AI PRÉFÉRÉ M'HABILLER
DE FAÇON DÉCONTRACTÉE,
COMME ÇA TOUT LE MONDE
SERA PLUS DÉTENDU...



LA BONNE NOUVELLE La déconjugalisation de l'AAH devient réalité

Six fois, depuis cinq ans, la gauche avait tenté de donner aux personnes en situation de handicap ce minimum de dignité : déconjugaliser l'allocation adulte handicapé (AAH) pour permettre à toutes d'avoir leur propre source de revenu, même quand elles vivent en couple. Arrachée en août 2022, la déconjugalisation deviendra effective en octobre prochain, le gouvernement ayant fini par publier, le 28 décembre, le décret qui le permet. L'AAH, d'un montant maximal de 956,65 euros mensuels, est versée

sur critères médicaux et sociaux à 1,2 million de personnes – dont 270 000 vivant en couple qui voyaient jusqu'ici leur allocation réduite en raison des revenus de leur conjoint. 120 000 d'entre elles devraient voir leur AAH augmenter en moyenne de 350 euros. Une mise en œuvre tardive, et qui « n'épuise pas le sujet des personnes handicapées, qui vivent sous le seuil de pauvreté » (soit 1 128 euros par mois), a commenté sur Twitter le Collectif Handicaps, qui réunit 52 associations. ■

OLIVIER CHARTRAIN

L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Chronique Injonction à travailler plus, à ne pas s'opposer pour ne pas troubler l'unité du pays, accent mis sur la crise qui nous oblige à concéder tous les efforts... les vœux cuvée 2023 du président ont été un concentré de macronisme. Dans la chronique vidéo « La tête dans le flux », Cyprien Caddeo décrypte un discours qui ne vous veut pas que du bien.

Homophobie Le député David Valence, élu Renaissance de la 2^e circonscription des Vosges, porte plainte après avoir reçu des lettres anonymes homophobes. Des écrits injurieux visant à soutenir l'abbé Schneider, lequel avait prétendu en novembre que « l'avortement a fait plus de morts que la Grande Guerre ». Entretien avec un élu décidé à ne plus rien laisser passer.



LE BILLET
DE MAURICE
ULRICH

Quelle affaire ?

L'affaire Houellebecq. Le titre s'étale à la une du *Point*, qui précise que « la Grande Mosquée de Paris poursuit le romancier pour provocation à la haine contre les musulmans ». Il y aurait donc une « affaire » à laquelle l'hebdomadaire consacre 14 pages, pas moins, avec le concours empressé de Michel Onfray dans un rôle de sainte-nitouche proposant au recteur de la Grande Mosquée de Paris, plutôt que de « nous envoyer des avocats à la figure », d'envisager « les problèmes » pour ce qu'ils sont : « Avant toute chose et en amont de la politique, des questions intellectuelles dont nous pourrions débattre dans un lieu de votre choix »... Alors rappelons ce qu'a dit Michel Houellebecq : « Le souhait de la population française de souche, comme on dit, ce n'est pas que les musulmans s'assimilent, mais qu'ils cessent de les voler et de les agresser. Ou bien, autre solution, qu'ils s'en aillent. » Et ce serait une question « intellectuelle » dont il faudrait débattre ? Le recteur de la Grande Mosquée n'en a pas moins suspendu sa plainte après une rencontre avec l'écrivain. La provocation à la haine semble rater son but. ■

C'EST UN MONDE

L'Iran répond à *Charlie Hebdo*

Le guide suprême iranien Ali Khamenei sort ses griffes à la suite de la publication, par l'hebdomadaire satirique *Charlie Hebdo*, de caricatures de sa personne jugées insultantes. Jeudi, la République islamique est passée aux actes en annonçant la fermeture de l'Institut français de recherche en Iran (Ifri). Cette mesure est « une première étape » de la réponse des mollahs, précise un communiqué du ministère iranien des Affaires étrangères. Situé dans le centre de Téhéran, l'Ifri est affilié au Quai d'Orsay. Fermé durant de longues années, il avait rouvert sous la présidence du modéré Hassan Rohani (2013-2021). Sa bibliothèque est très fréquentée par les étudiants en langue française dans les universités iraniennes. *Charlie Hebdo* publie, samedi 7 janvier, date anniversaire de l'attentat perpétré en 2015 dans son siège, un numéro spécial de soutien aux manifestants iraniens.



Le 4 décembre, le conseil national a adopté avec 84 voix pour, 55 contre, 5 abstentions, un projet de « base commune » intitulé « l'ambition communiste pour de nouveaux "jours heureux" ».

JULIEN JAULIN/HANSLUCAS

Au PCF, deux textes devraient être en lice

CONGRÈS Le premier projet de « base commune de discussion », adopté en décembre 2022 par la direction, est sûr de concourir. Le second, « Urgence de communisme », doit encore être validé ce week-end. Les points de débat en vue du rendez-vous d'avril sont nombreux.

Son congrès d'avril est encore loin, mais le PCF franchira dès ce week-end une étape importante. Après l'adoption début décembre par son conseil national d'un projet de « base commune de discussion » – le nom attribué par la formation à ses textes d'orientation –, les adhérents qui n'en partageraient pas les orientations fondamentales ont jusqu'à ce dimanche pour déposer une proposition alternative et réunir les quelque 300 signatures requises pour la valider. Pour l'heure, seuls les signataires d'un texte intitulé « Urgence de communisme, ensemble pour des victoires populaires » ont récolté plus de 750 soutiens. Parmi eux, les anciens secrétaires nationaux Pierre Laurent et Marie-George Buffet, des parlementaires comme Elsa Faucillon ou Nicolas Sansu, des maires, à l'instar de Gilles Leproust (Allonnes) ou Gilles Poux (La Courneuve), ou encore des secrétaires fédéraux. Les uns et les autres sont issus principalement des soutiens de la précédente direction (dont le texte, pour la première fois, était arrivé deuxième lors du dernier congrès) ou d'un courant qui avait déjà déposé un texte alternatif en 2018 (« Pour un printemps du communisme »). Tous veulent ouvrir en grand le débat sur des questions clés.

À commencer par le bilan de la dernière période. « Les campagnes présidentielle ou législatives ont été des

combats difficiles. Il ne suffit pas d'affirmer, il faut réussir à convaincre en marchant sur nos deux pieds avec une alternative et la capacité de rassembler pour l'imposer. Ma crainte est celle d'un repli identitaire au lieu d'un élargissement du rassemblement », explique par exemple la sénatrice PCF Laurence Cohen, pour la première fois signataire d'un texte alternatif. « Cela fait partie de points de débat entre les deux orientations », reconnaît Christian Picquet, qui coordonne la commission rédactrice du texte adopté par la direction du PCF en décembre. Mais il en pose les termes autrement : « Le 38^e congrès avait manifesté très majoritairement l'intention d'échapper au danger d'effacement, la première question est donc est-ce qu'on poursuit dans cette voie d'un renouveau du communisme français ? » L'action entreprise depuis lors « a fait progresser nos idées, notamment lors de la pandémie, et bien sûr lors de la présidentielle, où on a mis au cœur du débat des enjeux majeurs en étant identifiés par des millions de gens, même s'ils n'ont pas forcément voté pour Fabien Roussel », ajoute Igor Zamichiei, coordinateur de l'exécutif du PCF, qui pointe « le travail, l'énergie, l'alimentation ». Mais tous ne partagent pas ce point de vue. « On serait devenu plus visible alors que nos scores n'ont jamais été si mauvais, cette contradiction n'est pas du tout analysée », estime l'historien Frédérick Genevée, également signataire du texte alternatif, qui appelle à un « bilan lucide ».



Un autre point sépare les deux propositions sur la table : la façon d'aborder la reconquête des catégories populaires. « *Aucun des textes ne théorise une priorisation des combats, par contre nous affirmons comme une question clé l'unité du salariat pour qu'il soit la force motrice du changement* », assure Igor Zamichiei en écho au document de la direction intitulé « *L'ambition communiste pour de nouveaux jours heureux* ». Reste que, pour ceux qui y proposent une alternative, la démarche est trop empreinte, malgré les précautions prises, d'une dichotomie entre quartiers populaires et zones rurales et d'une tentation d'épouser parfois les thèmes imposés par l'adversaire. « *Le danger de l'extrême droite est sous-estimé, on a besoin d'élever le débat pour contribuer aux résistances et à l'ouverture d'une alternative alliant luttes sociales et contre les discriminations, et non pas chasser, en quelque sorte, sur un terrain dicté par l'extrême droite* », juge de son côté Laurence Cohen. Frédérick Genevée, qui pointe, au-delà de « *la lettre* » du texte initial, « *l'esprit* » qui a animé la campagne présidentielle, va plus loin : « *La laïcité, l'écologie, le féminisme... des thématiques sont abordées de façon non progressiste dans certaines interventions de Fabien Roussel, et d'ailleurs – en cohérence – toutes ces questions sont traitées, dans le texte initial, de façon un peu secondaire par rapport à l'affrontement social qui serait le principal.* »

QUELLE STRATÉGIE AUX PROCHAINES ÉLECTIONS ?

Plus encore, le nœud du problème porte sur la conception du rassemblement à gauche, bien que les critiques vis-à-vis des tentations hégémoniques de la FI ou encore d'une ligne à clarifier au PS soient relativement partagées. « *Redonner à la gauche une assise majoritaire ne peut se résumer à la participation à la Nupes, il faut une démarche de dynamique populaire conquérante* », plaide Christian Picquet, partisan de « *fronts de lutte* » constitués en fonction des sujets et surtout d'un PCF « *mieux implanté et plus populaire* ». Au contraire, pour les signataires d'« *Urgence*

Une des questions clés en débat porte sur la conception du rassemblement à gauche.

de communisme », qui interroge aussi la stratégie aux prochaines élections, la coalition formée autour d'un programme commun par les quatre forces de gauche lors des dernières législatives doit servir de point d'appui. « *On a toujours l'impression d'avoir un pied dedans, un autre dehors. Comment on construit les fronts, en parallèle ? Nous, on propose de travailler avec ce qui existe pour faire en sorte que ce ne soit pas un carcan d'organisations politiques mais ouvert aux gens* », expose Laurence Cohen, qui reproche à la « *base commune* » proposée par la direction une position trop « *binaires* », pas « *assez dialectique* », tant sur l'analyse de la crise du capitalisme que sur les relations internationales.

Une critique dont, sans surprise, se défend Christian Picquet, qui estime que le texte porte une « *appréciation de la gravité des crises écologique, de la globalisation capitaliste et politique avec le risque de solution autoritaire* » et « *dessine la manière de donner une perspective de progrès aux multiples mouvements de résistance* ». Mais il se satisfait que « *la vitalité du PCF permette de mettre en débat au grand jour parmi tous ses adhérents des orientations nettement différentes* ». Un point sur lequel le rejoint Laurence Cohen : « *Cela ne sert à rien de mettre la poussière sous le tapis, on peut réussir à construire à partir du moment où on ne fuit pas la confrontation d'idées* », abonde-t-elle. Si le dépôt du texte alternatif « *Urgence de communisme* » est retenu ce week-end, les communistes auront jusqu'à la fin du mois pour débattre des propositions en lice avant de voter, du 27 au 29 janvier, pour choisir leur texte de congrès. ■

JULIA HANLAOUI



Les socialistes se défient sur leur avenir, et celui de la gauche

CONGRÈS Les 20 000 adhérents du PS doivent voter les 12 et 19 janvier. Trois élus sont en lice pour la direction, avec trois visions différentes de la gauche et de la Nupes.

Les trois candidats au poste de premier secrétaire du PS s'affrontent ce vendredi, lors d'un débat télévisé diffusé sur France Info. Nul doute qu'ils parleront grandement de la Nupes et de la place des socialistes au sein de la gauche. Olivier Faure, numéro un du PS depuis 2018, entend bien être réélu mais fait face à deux opposants qui critiquent ouvertement son bilan et sa stratégie. Hélène Geoffroy, qui l'avait déjà défié sans succès en 2021, accuse la direction actuelle du PS d'être « *subordonnée* » et « *inféodée* » à la France insoumise. L'actuelle maire de Vaulx-en-Velin (Rhône), soutenue par Stéphane Le Foll, est pour sa part accusée d'incarner « *les années Hollande* ». Elle prétend vouloir ouvrir une « *ligne entre le social-libéralisme et le social-populisme* », soit entre Manuel Valls et Jean-Luc Mélenchon, ce qui laisse un écart « *assez large, pour ne pas dire fourre-tout* », relève un proche d'Olivier Faure.

« ÊTRE AU POUVOIR EN 2027 »

Mais le député de Seine-et-Marne et artisan de la Nupes voit surtout un front se composer autour de Nicolas Mayer-Rossignol.

Le maire de Rouen (Seine-Maritime), et premier signataire du texte intitulé « *Refondations* », est d'ores et déjà soutenu par la maire de Paris et dernière candidate du PS à la présidentielle Anne Hidalgo (1,75 % des voix), le président du groupe socialiste au Sénat, Patrick Kanner, et Valérie Rabault, présidente du groupe socialiste à l'Assemblée nationale jusqu'en 2022. La présidente de

Olivier Faure affirme que la Nupes a su lever un « espoir formidable ».

la région Occitanie, Carole Delga, critique vis-à-vis de la Nupes dès la signature de l'accord politique et électoral, s'est elle aussi dite « *plus proche* » des positions de Mayer-Rossignol que de Faure. L'ancien président de la région Haute-Normandie ne s'estime « *ni pro ni anti-Nupes* », et assure défendre « *la seule ligne capable de rassembler les deux autres* ». Considérant que la Nupes est un « *cadre politique utile* » mais « *insuffisant pour gagner* », il souhaite en « *changer le centre de gravité* ».

Olivier Faure a pour sa part reçu le soutien de la maire PS de Nantes, Johanna Rolland, qui deviendra première secrétaire nationale adjointe en cas de victoire du texte d'orientation intitulé « *Gagner* ». Le dirigeant actuel du PS ne cache pas son ambition pour la gauche : « *Être au pouvoir en 2027* », comme il l'a annoncé dans un entretien à *Libération*. « *Si quelqu'un arrive à me démontrer qu'en fragmentant le PS puis la gauche, on peut, dans quatre ans, être en situation d'entrer à l'Élysée, à Matignon et au Parlement, alors je lui cède ma place* », ajoute-t-il.

Le premier secrétaire affirme en outre que la Nupes a su lever un « *espoir formidable* » en imposant ses thèmes sur « *les salaires, la vie chère* », mais reconnaît que l'essai n'a pas su être transformé à l'automne : « *Des débats secondaires nous ont désaxés et égarés sur les chemins de traverse* », observe-t-il, tout en appelant au sursaut, à « *une nouvelle séquence* » à l'occasion de la mobilisation contre la réforme des retraites. Avec cette certitude : « *La raison pour laquelle (les socialistes) sont mieux entendus, c'est que nous avons dit que nous appartenons à la gauche, indéfectiblement.* » ■

AURÉLIEN SOUCHEYRE

Les 60 mesures de Dupond-Moretti pour réparer la justice

DROITS Le garde des Sceaux a dévoilé, jeudi, son « plan d'action issu des états généraux de la justice ». Objectif : raccourcir les délais et simplifier la procédure. Les syndicats saluent un changement de discours, mais n'y voient pas la réforme d'ampleur tant attendue.

Pour une « justice réparée », elle avait encore besoin d'un sacré coup de peinture ! Jeudi, le garde des Sceaux a présenté un plan de 60 mesures censé répondre aux besoins formulés lors des états généraux de la justice, dont les conclusions, présentées en juillet 2021, réclamaient une « réforme systémique de l'institution ». Pour la réforme « systémique », il faudra repasser. Les acteurs de la justice, mobilisés en continu depuis une tribune retentissante publiée dans *le Monde*, il y a un an, devront se contenter de cet arsenal de dispositions censé répondre aux deux principaux reproches formulés par les citoyens contre l'institution : sa lenteur et sa complexité. « Il faut entendre ces reproches, comme le constat des professionnels sur le manque de moyens, l'inflation législative ou la mauvaise organisation de la justice », a indiqué Éric Dupond-Moretti, en se fixant l'objectif de « diviser par deux » les délais de traitement des affaires dans le civil.

« C'en est pas la première réforme de la justice, mais c'est la première fois qu'une réforme de ce type s'accompagne de moyens à la hauteur des enjeux », a assuré le garde des Sceaux en annonçant que la hausse du budget de son ministère (8 % chaque année depuis trois ans) allait se poursuivre. Celui-ci devrait passer de 9,6 milliards d'euros cette année à 11 milliards en 2027, via une Loi de programmation pluriannuelle présentée « au printemps ». Au total, cet engagement représente « 7,5 milliards de plus alloués à la justice » sur l'ensemble du deuxième quinquennat Macron, soit mieux que « les 2 milliards investis sous Sarkozy ou les 2,1 milliards du quinquennat Hollande », a perfidement fait remarquer Éric Dupond-Moretti. Ce texte devrait permettre de pérenniser les promesses de recrutement de 10 000 emplois dans l'institution d'ici à 2027, dont 1 500 magistrats et 1 500 greffiers, face à la crise du secteur.

La loi de programmation s'accompagnera aussi d'une loi organique, destinée à « ouvrir davantage la justice sur le monde extérieur », notamment en diversifiant les voies de recrutement. Dans le cadre de cette réforme de « l'organisation » de l'institution, le ministre veut aussi mieux former les magistrats à travailler en équipe et développer chez eux une « culture de l'amiable ». Un objectif qui doit se traduire dans la procédure civile, « cette justice du quotidien qui représente 60 % des décisions rendues en France ». Dans ce cadre, le ministre entend importer deux dispositifs mis en œuvre à l'étranger : la « césure », appliquée aux Pays-Bas, qui permet au juge de traiter la question de droit avant la tenue d'un procès, et peut inciter les parties à s'entendre avant celui-ci ; et « l'audience de règlement amiable », une pratique venue du Québec dans laquelle le juge est d'abord là pour concilier, plus que pour trancher. « C'est un changement de culture, mais si ça marche à l'étranger, pourquoi pas chez nous ? » veut croire le garde des Sceaux.

REFONTE DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE
« Devenu illisible » au fil de ses multiples révisions depuis 1959, le Code de procédure pénale sera par ailleurs entièrement réécrit pour le simplifier et le moderniser, un « défi sans précédent » qui pourrait prendre « entre dix-huit mois et deux ans ». Point plus polémique, cette tâche sera confiée, pour le compte du gouvernement, à un « comité scientifique déjà constitué », et non au Parlement, qui est pourtant là pour ça... Enfin, sur la politique carcérale, la chancellerie n'a guère suivi les recommandations de la commission Sauvé, qui avait pointé que « l'enchaînement des programmes de construction d'établissements pénitentiaires ne (pouvait) constituer une réponse adéquate » à la surpopulation carcérale. Au contraire, Éric Dupond-Moretti a réaffirmé l'objectif de 15 000 nouvelles places de prison d'ici à 2027. Dix nouveaux établissements seront livrés en

2023, et 24 seront opérationnels en 2024, a-t-il précisé, tout en insistant sur les dispositifs permettant de favoriser la réinsertion des détenus.

« EMPILEMENT DE MESURES GESTIONNAIRES »
« Il y a clairement un changement de discours du ministre, qui reprend maintenant certaines de nos revendications, c'est positif », salue Ludovic Friat, le président de l'USM, premier syndicat de magistrats, qui attend tout de même que les promesses

d'aujourd'hui se concrétisent dans la durée. « Avec Nicole Belloubet, on avait déjà eu une loi de programmation. Et les moyens n'avaient pas suivi », rappelle-t-il. Le Syndicat de la magistrature est plus sévère. « On attendait une réforme d'ampleur, un vrai projet pour la justice, et là, on a surtout un empilement de mesures gestionnaires. Ça risque de ne pas suffire à remettre d'aplomb le service public de la justice, qui craque de partout », craint Kim Reuflet, la présidente du SM. ■

ALEXANDRE FACHE

Fabien GAY
Directeur de *l'Humanité*
Sénateur de la Seine-Saint-Denis

Et les équipes de *l'Humanité*
Vous invitent à la

Soirée de présentation des vœux
Jeudi 19 janvier 2023
À 19h00

Au siège de l'Humanité
5 rue Pleyel
93528 Saint-Denis

Accès métro ligne 13
Station Carrefour Pleyel
Sortie 4 Boulevard Ornano

Sur réservation obligatoire à l'adresse mail suivante : contact@humanite.fr

EN LUTTE



REFUS DES PONCTIONS

Les laboratoires de biologie seront une nouvelle fois en grève, ce lundi 9 janvier. Les officines contestent le montant des économies réclamées par la loi de financement de la Sécurité sociale, malgré les profits engendrés pendant la pandémie.

BATAILLE LOGISTIQUE

Les salariés de Hydralians Logistics, plateforme à Aimargues dans le Gard, sont en grève depuis le 2 janvier. Ils exigent une revalorisation de leurs salaires, trop bas pour faire face au coût de la vie, malgré les 3 % de revalorisation obtenus en 2022.

AMAZON TAILLE DANS SES EFFECTIFS

Le géant du commerce en ligne a annoncé un plan de suppression de 18 000 postes sur les 1,54 million à travers le monde. L'entreprise justifie cette décision par l'incertitude économique et les trop nombreuses embauches opérées pendant la crise sanitaire.

Submergé, l'hôpital public en burn out

PÉNIBILITÉ Alors qu'Emmanuel Macron s'apprête à faire des annonces ce vendredi sur la refondation du système de santé, le craquage collectif des soignants des urgences est symptomatique de l'effondrement des blouses blanches.

À Thionville (Moselle), la pression n'est pas retombée. Depuis la mise en arrêt maladie de 55 infirmières et aides-soignantes sur un total de 59 aux urgences pour cause d'épuisement physique et psychique, le service tourne au ralenti. Et l'émotion reste vive. Au bord des larmes, Clarisse Mattel, secrétaire de la CGT du centre hospitalier régional (CHR), accuse le coup : « Je suis infirmière spécialisée en santé au travail mais je n'avais jamais vu un tel niveau de souffrance. Tous les jours des collègues craquaient. Sur chaque poste, quelqu'un pleurait. Cela faisait des mois que nous alertions la direction et que rien ne se passait. Avec 100 patients sur le plateau pour 12 box d'accueil, il était impossible de tenir. Le ministre de la Santé, François Braun, ancien chef des urgences du CHR Metz-Thionville, était aussi au courant de la situation. » Par manque de lits d'aval et de personnel, les malades attendaient des heures sur les brancards. Un état de fait devenu intolérable pour Élisabeth, aide-soignante : « Si je suis en arrêt, c'est aussi pour nos patients. Demain, ça peut être votre père, votre grand-mère, votre frère qui sera admis aux urgences, ici mais aussi ailleurs en France, dans des services submergés. »

Si aujourd'hui, 6 créations de postes d'aides-soignantes et 6 d'infirmières ont été proposées par le CHR, Clarisse Mattel estime que « leur réaction aurait pu être beaucoup plus rapide. Ce qui s'est passé est un appel au secours. On

ne parle pas de mobilisation sociale, mais d'arrêts maladie. On ne sait pas ce que nos collègues vont décider dans les prochains jours : ils culpabilisent de savoir que certains patients ne peuvent pas être accueillis mais en même temps, ils ne voient pas comment reprendre dans de telles conditions. Ils ne pouvaient plus regarder les malades dans les yeux. »

À la veille des annonces d'Emmanuel Macron sur la refondation du système de santé, ce vendredi, les blouses blanches, exténuées depuis la pandémie, sont en train de se consumer. À l'hôpital Delafontaine, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), entre le Covid, la bronchiolite et la grippe, le cap des 240 passages par jour aux urgences a été franchi pendant les vacances de Noël. Malgré les renforts et vacataires qui ont permis de soulager un peu la charge, les infirmières et aides-soignantes sont sur les rotules. « On nous a incités à faire des heures supplémentaires majorées à 100 %, raconte Sophie (1), infirmière. Tout le monde est HS au point où nous avons discuté de nous mettre en arrêt maladie. Mais il y a eu des désaccords.

Je comprends totalement la situation à Thionville. Je sais que beaucoup de paramédicaux ont aussi fini en burn out à Creil (Oise). Mais est-ce qu'on peut laisser un service comme le nôtre sans personnel ? En même temps, on voit bien que nous n'avons pas d'autre levier pour obtenir des choses. On aime notre métier mais rien ne nous donne envie de rester travailler dans un hôpital public qui s'effrite. »

Avant les congés de fin d'année, la CGT du CHU de Rennes (Ille-et-Vilaine) avait, quant à elle, déposé deux droits d'alerte pour danger grave et imminent à

la demande du personnel des urgences. « Ils n'en pouvaient plus. Certains partent en burn out et ne reviennent plus jamais », résume Nathalie Loinsard, secrétaire du syndicat, précisant que le service est en grève non-stop depuis 2020. Dans ce contexte hospitalier hypertendu, la poursuite des suppressions de postes suscite l'incompréhension la plus totale. « Il y a quelque temps, nous avons appris qu'un poste d'aide-soignant de nuit avait disparu en neurologie. Désormais, il n'y en a qu'un seul pour 30 patients », dénonce-t-elle.

PLAN BLANC PENDANT LES FÊTES, À BORDEAUX

Au CHU de Bordeaux (Gironde), le mois de décembre a aussi viré à l'hécatombe. Une dizaine de personnels des urgences ont fini en arrêt pour épuisement. « Nous avons eu 170 passages par jour, avec un manque de lits et de bras, pointe Gilbert Mouden, secrétaire SUD santé au CHU. Ce qui me frappe, c'est que plus personne ne parle de créer des postes à l'hôpital public : la pénibilité ne cesse d'augmenter mais on doit continuer à travailler en mode dégradé. Tant que l'on sera dans cette logique, personne ne voudra postuler. »

Marie (1), infirmière aux urgences pédiatriques bordelaises, constate que les collègues au bord du gouffre sont souvent les plus anciens. « Sur douze infirmières avec de l'expérience, six sont en arrêt maladie, énumère-t-elle. Il y a eu beaucoup de turnover et ceux qui sont là depuis longtemps se retrouvent en minorité. Je ne sais pas combien de temps on va tenir. » Avec le déclenchement du plan blanc, elle-même a dû revenir travailler sur ses congés. « Ça m'a complètement coupée dans mon repos. En tant qu'agent public, nous sommes



Entre le Covid, la bronchiolite et la grippe, partout dans

« La pénibilité ne cesse d'augmenter mais on doit continuer à travailler en mode dégradé. »

GILBERT MOUDEN, SECRÉTAIRE SUD SANTÉ AU CHU

L'AGENDA



Mardi 17 janvier Le Snés et la FSU appellent à une journée de manifestations dans l'éducation nationale. Ils réclament la hausse des salaires, le retrait de la réforme de la voie professionnelle

et de meilleures conditions de travail. Les syndicats dénoncent aussi le budget 2023, qui prévoit des suppressions de postes qui se traduiront par une nouvelle dégradation des conditions d'exercice des missions.

Jeudi 2 février La fédération CGT des services publics a déposé un préavis de grève couvrant les personnels des secteurs sociaux, médico-sociaux et de l'animation, « *oubliés du Ségur de la santé* », de la fonction publique

territoriale, ainsi que l'ensemble des agents de cette dernière. Plus de 100 000 agents de la filière sociale sont ainsi privés du complément de traitement indiciaire de 192 euros mensuels.



l'Hexagone, les services des urgences craquent. SEBASTIEN BOZON / AFP

un peu à la merci de l'hôpital. C'est du volontariat obligatoire. J'essaie de trouver des solutions pour rester la tête hors de l'eau mais je me rends compte à quel point cela nous bousille la santé. »

Brice Giraud, chargé de communication de l'Association française des assistants de régulation médicale, n'a pas non plus eu le droit à de vraies vacances de Noël. Comme d'autres ARM, il a été rappelé pour faire face à la hausse des appels au Samu. Entre la triple épidémie et la reprise de la grève dans les cabinets médicaux le 26 décembre, les coups de fil ont augmenté de 60 % au niveau national. « *Dans les Deux-Sèvres, nous avons eu 90 % d'appels en plus en une journée, rapporte-t-il. Quand on fait attendre trop longtemps les malades au téléphone, on a peur qu'il y ait des catastrophes...* » Depuis que le ministère de la Santé a exigé cet été la régulation plus systématique des urgences via le 15, les ARM se sont retrouvés avec un afflux de communications à gérer, sans renforts supplémentaires. Face à la difficulté du métier, certains mettent les voiles : « *Dans notre service, nous avons eu deux départs cette année et un autre en perspective, explique-t-il. On nous considère comme des administratifs alors que nous prodiguons des gestes de premiers secours par téléphone. Nous sommes payés 1400 euros en début de carrière, pas étonnant que les gens partent ou que peu de monde veuille se former. Nous exigeons le statut de soignant que nous réclamons depuis des mois. Sinon, nous entrerons dans une grève dure dès le mois de janvier.* » ■

CÉCILE ROUSSEAU

(1) Les prénoms ont été changés.

Les syndicats se préparent à une « mobilisation massive »

RETRAITES Alors que le projet de réforme se dessine, ses opposants unis préparent la bataille. Un calendrier composé de plusieurs journées de grève devrait être annoncé le 10 janvier.

Olivier Dussopt a levé le voile, ce jeudi dans les colonnes du *Parisien*, sur ce que devrait nous réserver la future réforme des retraites, présentée mardi prochain par la première ministre Élisabeth Borne. Si le recul de l'âge de départ à 65 ans demeure dans le discours gouvernemental, une nouvelle option se dessine. Selon le ministre du Travail, l'exécutif pourrait faire le choix « *d'une mesure d'âge à 64 ans, si tant est qu'elle soit accompagnée d'une accélération de la mise en œuvre de la réforme Touraine, pour arriver plus vite aux 43 ans de cotisation* ».

Cette réforme votée en 2014 prévoit une augmentation progressive – un trimestre tous les trois ans – de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein. Avec l'objectif d'atteindre 172 trimestres (43 ans) en 2035 pour les Français nés en 1973. La pseudo-alternative proposée par Olivier Dussopt n'est en réalité que la réplique de l'amendement déposé par le sénateur LR René-Paul Savary, adopté par le Sénat lors du dernier PLFSS, explique Catherine Perret, en charge du dossier retraites à la CGT. Une manière d'obtenir l'assentiment de la droite.

« *Si cela est confirmé le 10 janvier, réagit Yvan Ricordeau, secrétaire national CFDT, nous participerons à la construction d'un mouvement social avec le reste de l'intersyndicale, comme nous l'avons déjà dit.* » Même avis à la CFTC, qui



Le ministre du Travail, Olivier Dussopt. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT / AFP

« *évidemment* » sera « *dans la rue* » en cas de recul de l'âge légal, a assuré son président. D'autant que, malgré les dires du ministre, en aucun cas le gouvernement n'a « *répondu* » aux demandes des organisations même réformistes. Ainsi, l'« *amélioration du compte professionnel de prévention* », avec un « *suivi médical renforcé* », est jugée « *insuffisante* » par la CFDT. « *Nous demandions notamment l'élaboration d'un dispositif définissant, au niveau des branches, des listes de métiers pénibles, pour que les salariés concernés bénéficient d'un départ anticipé deux ans avant l'âge légal, précise Yvan Ricordeau. Cela n'a pas été retenu par le gouvernement.* »

Même inconsistance au sujet des travailleurs seniors. L'exécutif prévoit la création d'un « *index (pour que) les entreprises fassent la transparence sur la place des*

seniors dans leurs effectifs, leur proportion et leur évolution », suggère Olivier Dussopt. « *Autant dire rien !* », tranche Catherine Perret : « *Sur l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, pratiquement aucune entreprise ne respecte cet index.* »

Face à ce projet régressif qui se confirme de jour en jour, la mobilisation se construit. Le 10 janvier, l'ensemble des syndicats devrait annoncer plusieurs journées d'action, avec des appels à la grève interprofessionnelle pour une « *mobilisation massive* », assure Catherine Perret. D'autant que le timing pour empêcher cette réforme va être très resserré. Le ministre du Travail fait état « *d'une probabilité forte* » que la réforme des retraites « *passera par un projet de loi de financement rectificative de la Sécurité sociale* », avec l'objectif d'une adoption « *d'ici à la fin mars* ». Dans les entreprises, les territoires, où des assemblées générales sont prévues, la lutte s'organise, explique Céline Verzeletti, cosecraétaire générale de l'Union fédérale des syndicats de la Confédération générale du travail (CGT). Dans tous les secteurs professionnels, des préavis de grève ont été déposés courant janvier. Ce qui permet de cesser immédiatement le travail. ■

CLOTILDE MATHIEU

MEETING LA GAUCHE RIPOSTE DÈS LE 10 JANVIER

Face à la réforme des retraites d'Emmanuel Macron, la gauche organise d'ores et déjà la riposte. Dans la foulée des annonces de la première ministre, le 10 janvier, Marine Tondelier (EELV), Boris Vallaud (PS), Fabien Roussel (PCF), Mathilde Panot (FI) et François Ruffin (FI) tiendront, aux côtés de salariés et de militants associatifs et syndicaux, un meeting unitaire à partir de 19 h 30, salle Olympede-Gouges, à Paris. Un autre meeting devrait suivre dès le 17 janvier, cette fois au gymnase Japy dans le 11^e arrondissement à 19 heures.

De Bruxelles à Paris, les amis du roi du Maroc

LOBBYING Le Marocgate sur lequel investigate la justice belge éclaire la politique d'influence que déploie Rabat au cœur des institutions européennes. Dans ces enceintes, certains Français se comportent en fidèles alliés.

Au milieu de ce mois de juillet 2011, le Maroc est encore secoué par les soubresauts du mouvement de contestation historique qui a poussé la jeunesse du pays dans les rues, dans le sillage de la révolution tunisienne. Le roi Mohammed VI s'apprête à dévoiler dans son traditionnel discours du trône le lifting constitutionnel pensé pour désamorcer les protestations. À Paris, le *Journal officiel* publie le décret élyséen estival portant promotion et nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur. Parmi les heureux distingués se trouve un certain Abderrahim Atmoun, alors président du groupe d'amitié Maroc-France à la Chambre des conseillers. Ce parlementaire marocain est décoré par Nicolas Sarkozy sur proposition du Quai d'Orsay.

Cité par l'agence officielle MAP, Atmoun se dit « honoré » de cette « superbe décoration », un signe de « reconnaissance par rapport à tout le travail mené dans le cadre du groupe d'amitié » qu'il copréside depuis 2009 avec le sénateur français Christian Cambon (UMP). « Durant ce mandat, nous avons énormément travaillé (...) pour faire connaître la position de notre pays, notamment sur la question du Sahara », fait valoir le récipiendaire, en évoquant aussi le travail accompli au Parlement européen. Le conseiller marocain, ajoute la dépêche de la MAP, « a su développer des liens très forts avec la classe politique française ».

GRUPE D'AMITIÉ ET DÉCORATION

Aujourd'hui ambassadeur du Maroc en Pologne, l'homme est cité dans l'enquête conduite par la justice belge comme l'un des protagonistes du scandale de corruption présumée mettant au jour, au Parlement européen (PE), les ingérences du Qatar, et surtout du Maroc et de son service de contre-espionnage, la DGED (Direction générale des études et de la documentation). Les investigations belges, sous la supervision du juge Michel Claise, laissent entrevoir pour l'heure, après la saisie lors de perquisitions d'importantes sommes d'argent en liquide, une possible « organisation criminelle », qui aurait été utilisée pour des motifs différents par Doha et Rabat. Avec une « Maroc Connection » qui aurait relié de longue date l'ex-eurodéputé italien Pier Antonio Panzeri et les services secrets du royaume, par l'entremise d'Atmoun,

ENQUÊTE-VOLET 2



L'activisme du royaume chérifien, notamment au Parlement européen, n'a rien d'un mystère. DURSUN AYDEMIR / ANADOLU AGENCY/AFP

présenté dans les auditions des enquêteurs belges comme un pourvoyeur de « cadeaux » aux allures de contreparties de l'alignement de certains élus sur les positions défendues par le Maroc, en particulier sur le dossier du Sahara occidental, ex-colonie espagnole illégalement occupée par Rabat depuis 1975. Contacté par *l'Humanité*, Abderrahim Atmoun n'a pas donné suite. Quant à l'avocat de Pier Antonio Panzeri, il ne fait « aucun commentaire dans cette affaire ». « C'est impossible dans le contexte actuel de détention de mon client », nous a-t-il répondu.

Des élus français à Bruxelles se sont-ils vu offrir, eux aussi, des « cadeaux » ? Pour l'avoir laissé entendre, l'ancien eurodéputé écologiste José Bové est aujourd'hui visé par une plainte en diffamation déposée en France par l'ancien ministre marocain de l'Agriculture devenu chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, qui dénonce des « accusations mensongères inadmissibles ».

CABINETS DE CONSEIL ET REVOLVING DOORS

Contacté par *l'Humanité*, l'ex-eurodéputé écologiste renvoie au récit qu'il fit de son expérience, en 2015, dans son essai *Hold-up à Bruxelles. Les Lobbies au cœur de l'Europe*. Il y raconte avoir décliné des « propositions » pour « arranger les choses » alors qu'il s'opposait, comme rapporteur de la Commission du commerce extérieur, à l'accord UE-Maroc sur les mesures de libéralisation réciproque en matière de produits agricoles et de produits de la pêche. Les éditions La Découverte, qui ont publié

l'ouvrage, ne trouvent à son propos « aucune trace de poursuite enregistrée ». L'ex-eurodéputé évoque aujourd'hui, par-delà ce témoignage, l'existence au Parlement européen d'un « club très actif » d'élus toujours prêts à défendre avec ferveur les intérêts de Rabat.

La politique d'influence déployée par le royaume dans les enceintes européennes et l'empressement de certains relais français n'ont rien d'un mystère. Dans une note estampillée

« En tant que député européen, Gilles Pargneaux se présentait aussi comme "conseiller de Sa Majesté le roi". »

ANA GOMES, ANCIENNE EURODÉPUTÉE SOCIALISTE PORTUGAISE

« confidentiel » divulguée en 2014 avec des milliers d'autres documents par un hacker anonyme se faisant appeler Chris Coleman – des câbles dont les autorités marocaines n'ont jamais contesté l'authenticité –, la mission du royaume du Maroc auprès de l'Union européenne faisait ainsi état du travail entrepris à la veille du scrutin européen avec le cabinet G + Europe, devenu, depuis lors, Portland, l'un

des plus gros cabinets de lobbying à Bruxelles. Objectifs : « Identifier un groupe d'eurodéputés qui ont de fortes chances d'être réélus afin de les sensibiliser à investir les commissions représentant des enjeux pour notre pays ; identifier les candidats potentiels aux postes clés des institutions européennes (commissaires, présidents des commissions et des groupes parlementaires, DG, etc.) ; (...) tisser des relations avec des interlocuteurs clés pour les relations Maroc-UE au sein du PE. » Cette même note alerte sur le dépôt possible « d'amendements malveillants » par des « adversaires » avant l'adoption par le PE de rapports consacrés à l'éradication de la torture dans le monde et aux relations commerciales de l'UE avec les pays de la Méditerranée. Elle préconise ensuite « un suivi permanent des questions inhérentes à, notamment, l'accord agricole Maroc-UE qui fait l'objet actuellement d'un acharnement et de manœuvres hostiles de la part de ses détracteurs ». « À ce propos, conclut le document, plusieurs démarches auprès des responsables européens ont été proposées et il revient à G + Europe de les appuyer avec une action ciblée de lobbying en coopération avec les services de cette mission et les opérateurs privés marocains et européens. » Au passage, cette note fait état des conseils prodigués par le Français Bruno Dethomas, un ancien porte-parole de la Commission européenne, ambassadeur de l'UE au Maroc de 2005 à 2009... alors reconverti comme lobbyiste chez G + Europe – illustration parmi d'autres du système de revolving doors, de portes tournantes entre les institutions européennes et les cabinets de « conseil ». Contactés, ni le cabinet Portland ni Bruno Dethomas n'ont donné suite à nos sollicitations.

« LES AVANCÉES DÉMOCRATIQUES DU ROYAUME »

Parmi les appuis politiques du Maroc à Bruxelles, un nom revient de façon insistante dans ces câbles dévoilés en 2014 comme dans les conversations avec des eurodéputés l'ayant vu à l'œuvre. C'est celui du socialiste français Gilles Pargneaux, passé en 2017 dans les rangs macronistes sans parvenir à se faire investir par LaREM pour conserver le siège d'eurodéputé qu'il occupait depuis 2009. En dépit de nos demandes répétées, celui-ci n'a pas répondu à nos questions. Ancien président du groupe d'amitié UE-Maroc, visiteur assidu du royaume, couvert de décorations par le palais, lui aussi s'est reconverti dans le lobbying. Il a fondé en France son propre cabinet, P&B Partners, mais garde un pied à Bruxelles, où il travaille comme « senior adviser » pour le cabinet de lobbying Hill & Knowlton, qui compte l'État marocain parmi ses clients. La fondation EuroMedA, qu'il a créée en 2018 avec un ancien ministre marocain, compte d'ailleurs dans son conseil d'administration et parmi ses membres fondateurs un directeur exécutif et stratégique de Hill & Knowlton à Bruxelles. Contactés, ni le cabinet Hill & Knowlton, ni la fondation EuroMedA, ni Alain Berger n'ont

donné suite. L'ancienne eurodéputée socialiste portugaise Ana Gomes n'hésite pas à dépeindre Pargneaux, sur son compte Twitter, comme « le lobbyiste du Maroc le plus effronté » qu'elle ait rencontré au Parlement européen. « En tant que député européen, il se présentait aussi comme "conseiller de Sa Majesté le roi" », assure-t-elle. Et de fait, ses fréquentes interventions dans la presse du Makhzen (l'appareil monarchique), ses prises de position à Bruxelles, son acrimonie affichée à l'endroit des opposants marocains en font un soutien sans faille du régime monarchique. Inflexible détracteur du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, pourtant inscrit dans le droit international, il fut l'un des plus ardents défenseurs de l'accord agricole et de l'accord de pêche annulés par la justice européenne. Une note du ministère marocain des Affaires étrangères, révélée par les MarocLeaks, se félicitait en 2014, à l'occasion de la visite d'une délégation européenne incluant une étape dans les territoires occupés du Sahara occidental, de « l'implication personnelle de M. Gilles Pargneaux », recensait ses initiatives et déclarations en faveur des positions officielles du Maroc au Parlement européen et relevait un entretien accordé à l'agence MAP dans lequel l'eurodéputé avait exalté « les avancées démocratiques du royaume ».

UNE « LOBBYISTE » EXPULSÉE DE BELGIQUE

Trois ans plus tard, les 23 et 24 novembre 2017, Gilles Pargneaux se faisait l'hôte, dans la même enceinte, et sans l'ombre d'une perturbation, d'un forum organisé par une brumeuse Organisation internationale des médias africains. À la tête de cette structure, et siégeant à la tribune aux côtés de l'eurodéputé socialiste français, une dénommée Kaoutar Fal, ancienne employée du voyageur TUI Fly devenue « consultante », « journaliste » et lobbyiste, volontiers mondaine, organisatrice, dans les palaces de Tanger ou de Casablanca, de colloques aux intitulés fumeux (« The Power of One », « Les nouvelles configurations du monde actuel »). Moins d'un an après ce raout, elle se trouvait contrainte de quitter la Belgique en raison du retrait de son visa, au terme d'un séjour en détention dans un centre fermé. Traitement justifié, d'après le rapport de la police belge relatif à son

« Cela confirme que l'État profond, le Makhzen, est réduit à sa plus simple expression : sa dimension policière. »

ABOUBAKR JAMAÏ, JOURNALISTE MAROCAIN EN EXIL

arrestation, par ses activités d'espionne présumée : « La Sûreté de l'État (...) considère que l'intéressée constitue une menace pour la sécurité nationale, car elle a constaté que Madame Fal et ses organisations sont activement impliquées dans des activités de renseignement au profit du Maroc. Par ailleurs, Madame Fal est également en contact avec des personnes qui sont connues de la Sûreté de l'État pour leurs activités en faveur de services de renseignements étrangers offensifs ou pour des liens avec ceux-ci. La Sûreté de l'État estime également qu'il faut empêcher l'intéressée d'accéder au territoire et de circuler dans l'espace Schengen afin de mettre fin à ses activités et au danger qu'elle représente. » L'un des invités de Kaoutar Fal au Parlement européen se revendiquait ouvertement de la « diplomatie parallèle ».

« On le voit avec ce scandale qui secoue aujourd'hui le Parlement européen : c'est une diplomatie menée par le contre-espionnage et la DGST. Ça confirme que l'État profond, le Makhzen, est réduit à sa plus simple expression : sa dimension policière », analyse le journaliste d'investigation marocain Aboubakr Jamaï, contraint à l'exil. Contactés par *l'Humanité*, ni Gilles Pargneaux ni Kaoutar Fal n'ont donné suite à nos sollicitations. ■

ROSA MOUSSAOUI





Le 4 janvier, à Bakhmout, en Ukraine. Marché de fortune, avant le Noël orthodoxe. CLODAGH KILCOYNE/REUTERS

Vers une trêve russe de 36 heures en Ukraine

GUERRE Au terme de 317 jours de conflit, pour la première fois, un cessez-le-feu unilatéral a été décrété par Vladimir Poutine. L'hôte du Kremlin, à l'origine de l'invasion du 24 février, promet un jour et demi de paix, les 6 et 7 janvier, pour le Noël orthodoxe.

Un premier tournant pour la paix ? Depuis le Kremlin, le président russe a surpris en ordonnant, jeudi, un cessez-le-feu en Ukraine les 6 et 7 janvier. Une trêve unilatérale que Vladimir Poutine a justifiée par la tenue du Noël orthodoxe. « Compte tenu de l'appel de Sa Sainteté le patriarche Kirill, j'instruis le ministre russe de la Défense d'introduire un régime de cessez-le-feu sur toute la ligne de contact entre les parties en Ukraine à partir de 12 heures le 6 janvier de cette année jusqu'à 24 heures le 7 janvier », a-t-il indiqué dans un communiqué. Le dirigeant russe explique : « Partant du fait qu'un grand nombre de

citoyens professant l'orthodoxie vivent dans les zones d'hostilité, nous appelons la partie ukrainienne à déclarer un cessez-le-feu et à leur permettre d'assister aux offices la veille de Noël, ainsi que le jour de Noël. »

DES DIZAINES DE MILLIERS DE MORTS CIVILS, 200 000 PERTES MILITAIRES

Après 317 jours de conflit, c'est la première fois qu'un cessez-le-feu de 36 heures pourrait avoir lieu depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février. Avec 200 000 pertes militaires et des dizaines de milliers de morts civils, le bilan humain ne cesse de s'alourdir. Dans le Donbass, où le conflit dure depuis 2014, cette trêve

a été largement saluée. « Si cela permet d'aboutir à des négociations et une paix même relative, nous serions les plus heureux. Car j'avoue que la situation est de plus en plus difficile », témoigne une habitante. Même chose à Kiev et dans les villes ukrainiennes, où les frappes russes et l'hiver rendent le quotidien des habitants insoutenable. Le cabinet présidentiel de Volodymyr Zelensky a immédiatement qualifié le cessez-le-feu russe d'« hypocrisie ». Le conseiller du chef de l'État, Mykhaïlo Podoliak, a même accusé Moscou de vouloir « gagner du temps ».

Un peu plus tôt, ce jeudi, à l'occasion d'une conversation téléphonique avec

le président turc Recep Tayyip Erdogan, Vladimir Poutine a « répété que la Russie était ouverte à un dialogue sérieux – à condition que les autorités de Kiev se conforment aux exigences bien connues et exprimées à plusieurs reprises et tiennent compte des nouvelles réalités territoriales ». Durant l'entretien, Ankara avait exhorté le président russe à appliquer un « cessez-le-feu unilatéral » en Ukraine et soutenir des appels à la paix et à des négociations entre Moscou et Kiev.

Après avoir obtenu l'accord sur les céréales en juillet entre la Russie et l'Ukraine et accueilli des échanges diplomatiques entre Moscou, Kiev, Washington, Erdogan se place en médiateur privilégié. Quelques heures avant son entretien avec Vladimir Poutine, il s'est entretenu avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Ce dernier a une nouvelle fois rappelé son plan de paix en dix points présenté au dernier G20, en Indonésie. Ils portent sur : l'intégrité territoriale de l'Ukraine, les réparations, la justice internationale, des échanges de prisonniers et déportés, la prévention militaire, la sécurité nucléaire, alimentaire et énergétique, l'environnement...

Le blocage demeure le même. Le président Volodymyr Zelensky réclame « le contrôle de l'Ukraine sur toutes nos frontières » et refuse toute négociation si l'intégrité territoriale de l'Ukraine n'est pas reconnue. Moscou, lui, n'entend pas abandonner la Crimée et les deux républiques autoproclamées du Donbass : Donetsk (DNR) et Lougansk (LNR).

UN MOMENT POUR OUVRIR « LA VOIE AUX NÉGOCIATIONS »

Néanmoins, cette trêve, si elle se concrétise, serait une première. Le projet avait été porté par de nombreux mouvements pacifistes ukrainiens, russes, français, italiens, états-uniens. Avant les fêtes, ils avaient publié un appel commun réclamant à Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky d'aboutir à un cessez-le-feu du 25 décembre au 7 janvier, « en signe de notre humanité partagée, de réconciliation et de paix ». Dans cette revendication adressée à toutes les parties belligérantes, Yurii Sheliashenko, secrétaire exécutif du Mouvement pacifiste ukrainien, et Oleg Bodrov, membre russe du Bureau international de la paix, ont porté « un moment de paix » pour ouvrir « la voie aux négociations ». Les deux auteurs rappelaient que « la trêve de Noël de 1914, en pleine Première Guerre mondiale, a été un symbole d'espoir et de courage, lorsque les citoyens des pays en guerre ont organisé un armistice de leur propre autorité et se sont unis dans une réconciliation et une fraternisation spontanées ».

L'autre raison d'un tel geste des autorités russes est à destination de leur population. Après le drame de Makeeva, en périphérie de Donetsk, qui a causé la mort d'une centaine de mobilisés, la colère a gagné un certain nombre d'habitants, exaspérés par les mauvaises stratégies militaires russes. En attendant, 50 % des Russes soutiennent aujourd'hui des pourparlers de paix. ■

VADIM KAMENKA

Linass-Monthéry rêve de court-circuiter le RC Lens

FOOTBALL Le club de l'Essonne, l'un des Petit Poucet de la Coupe de France, reçoit sans pression, samedi en 32^{es} de finale, le deuxième de Ligue 1.

Pour Linass-Monthéry, l'heure des retrouvailles avec la coupe de France a sonné. Celle du stress aussi. Entre les ultimes préparatifs et la vente des places, le téléphone et les sollicitations s'enchaînent dans les locaux du stade Paul-Desgouillons. « *Tout est speed, mais on commence à avoir l'habitude* », lâche le président Michaël Bertansetti. Pour cause, dans le cadre des 32^{es} de finale, le club, qui évolue en cinquième division (N3), défiera l'actuel dauphin du PSG en Ligue 1, le RC Lens, ce samedi à 15 h 30, au stade de Bondoufle. Une enceinte de 18 850 places où les Franciliens avaient déjà affronté les stars du PSG, il y a trois ans, au même stade de la compétition.

« C'EST UN CHALLENGE EXCITANT »

Avant l'édition 2019-2020, les Linois n'avaient jamais atteint les 32^{es} de finale. Aujourd'hui, c'est presque devenu une habitude. « *Chaque année, on acquiert de l'expérience. Beaucoup de joueurs de l'effectif étaient déjà là, il y a trois ans* », confie Michaël Bertansetti. De son côté, l'entraîneur Stéphane Cabrelli évoque une progression globale : « *Le club s'est structuré et a évolué dans le bon sens, ce qui a permis d'avoir un peu plus de résultats. C'est*

payant. » Celui qui est à la tête de l'équipe depuis huit ans ajoute : « *C'est une fête. Il faut savourer chaque moment.* »

La saison dernière, le parcours des Linass-Monthéry a été riche en émotions avec notamment deux succès devant des clubs professionnels. Les Essoniens sont venus à bout de Dunkerque (L2) au 7^e tour, avant de mettre à terre Angers, club de l'élite.

« On veut prouver qu'il y a de la qualité dans le foot amateur en donnant une bonne image. »

PASCAL LENO, ATTAQUANT

Un nouveau chapitre dans la longue histoire de la magie de la Coupe de France. Fort d'un doublé contre le SCO, l'attaquant Pascal Leno se souvient : « *L'émotion était immense. C'était incroyable de marquer contre des professionnels ! Après le match, je me suis demandé si c'était réel. Je n'y croyais pas...* »

Originaire de Guinée, il est arrivé il y a quatre ans au club, dont il est devenu le buteur emblématique.

Pour se hisser au tour suivant, là où ils avaient trébuché contre Amiens la saison passée, les Sang et Or de Linass-Monthéry défient une montagne. Cap au nord. Elle est lennoise et particulièrement raide. Les joueurs de Franck Haise, qui viennent de battre le PSG, sont en pleine forme. « *Avant le tirage au sort, on a tout de suite voulu tirer Lens. On a les mêmes couleurs, on suit cette équipe depuis deux ans, et beaucoup de Nordistes vivent en Île-de-France, c'est un beau clin d'œil* », explique Michaël Bertansetti. Toutefois, il ne faut pas que ce



Le 19 décembre 2021, à Monthéry. En 32^{es} de finale de la Coupe de France, Pascal Leno qualifiait son club face aux professionnels d'Angers. CATHERINE STEENKES/ICON SPORT

rêve éveillé se transforme en cauchemar face à une équipe redoutable. « *Je pense que ça sera plus dur que contre le PSG !* » lance le président. « *C'est un challenge excitant, mais l'exploit paraît quasiment impossible* », reconnaît Stéphane Cabrelli. Un mot d'ordre pour les amateurs : jouer sans pression. « *On veut prouver qu'il y a de la qualité dans le foot amateur en donnant une bonne image* », énonce Pascal Leno.

L'ESPOIR FAIT VIVRE

Pour l'heure, environ 8 000 places ont été vendues. Le club compte sur une mobilisation massive du public d'ici à samedi pour avoir un stade garni. Le président de Linass-Monthéry espère une belle fête avec les nombreux supporters lennois attendus. En plus du parcage de 1 000 places

réservés aux visiteurs, ils pourraient être plusieurs milliers à se déplacer.

Cette saison, les joueurs de Stéphane Cabrelli ont dû s'employer pour s'offrir le droit d'affronter une formation de Ligue 1. « *On a eu un parcours très compliqué. On n'a pas maîtrisé nos rencontres mais on n'a pas sombré, comme à Sarcelles où on est en difficulté avant de gagner aux tirs au but. C'est l'esprit Coupe de France. Tous nos adversaires étaient des équipes de la région parisienne* », raconte Stéphane Cabrelli. Le président Michaël Bertansetti martèle qu'il y a toujours une part de chance en Coupe de France. De la chance, il en faudra contre Lens. Il imagine une séance de tirs au but avec enthousiasme. L'espoir fait vivre. La Coupe de France fait rêver. ■

EMBAK FOUFA

COURSES HIPPIQUES AVEC P. ROSSO

VENDREDI à Deauville-PSF • Galop • R1 • 8^e course à 20h15 • Plat • Handicap • 16 part. (Non part: N°2) • 1.300 mètres • Corde à droite •

LE BON FAVORI :
HOOTTON

L'OUTSIDER REPÉRÉ :
ASHIKTASH

BASES

15. ASHIKASH
1. MAGIC VATI
5. HOOTTON
6. PITIT PEDRO

CHANCES

7. MOWAEVA
14. SASSY RASCAL
4. MUBAALLEGH
12. QUEEN OF SPEED

NOTRE CHOIX POUR LES QUINTÉS DU WEEK-END

SAMEDI à Vincennes • Trot • R1 • 4^e course à 15h15 • Attelé • Niveau A • 16 partants • 2.850 m. GP. • Corde à gauche •

LE BON FAVORI :
HE AND ME

L'OUTSIDER REPÉRÉ :
HORCHESTRO

BASES

9. HE AND ME
13. HURELLA
12. HORCHESTRO
6. HOLD UP DU DIGEON

CHANCES

1. HULKEN SISU
8. HAVE SEVEN
16. FIRST BLOOD
2. DEVS DEFINITIF

DIMANCHE à Vincennes • R1 • Trot attelé • **PREMIÈRE IMPRESSION*-QUINTÉ PROBABLE :**
PRIX DE LILLE - Niveau A - 2.100 mètres • Autostart • Corde à gauche •

* Au jour où nous mettons sous presse, ni les partants pour dimanche, ni la course désignée comme « Quinté » ne sont officiels. La numérotation est donc inconnue. À compléter dans les points de vente et sur les listes du PMU.

FINE COLLINE
USAIN TOLL
MARCELLO WIBB
FIRELLO
FREE MAN

FAIRPLAY D'URZY
AL CAPONE STECCA
GO ON BOY
ÉLITE DE JIEL
DOUX PARFUM

Steve Reich en correspondances

ÉDITION Le compositeur engage, à 86 ans, le dialogue avec des musiciens, plasticiens ou chorégraphes. Une manière stimulante d'éclairer une œuvre à l'influence considérable.

Conversations, de Steve Reich, Allia, 384 pages, 24 euros

Minimaliste ou répétitive. Ce sont les qualificatifs généralement accolés à la musique de Steve Reich, comme à celle d'une génération de compositeurs nord-américains (Philip Glass, Terry Riley, John Adams, La Monte Young). Chez eux, l'écriture est centrée sur un motif musical, sa répétition et sa déclinaison. Il s'agissait, selon Reich, « de montrer comment un aspect

spécifique pouvait créer une œuvre entière ». Une manière que le compositeur, au fil des ans, a fait évoluer vers des harmonies plus riches, sans jamais se départir de cette superposition de lignes mélodiques jouées simultanément, comme un écho à la pratique ancienne du canon ou du contrepoint.

Ce travail a suscité de fructueuses correspondances. C'est tout l'objet de *Conversations*, publié aux éditions Allia. Steve Reich s'y livre au jeu du dialogue avec ses contemporains, chefs d'orchestre (Michael Tilson Thomas, David Robertson), plasticien (Richard Serra), musiciens issus de la sphère rock (Brian Eno, Jonny Greenwood), compositeurs (David Lang, Michael Gordon), chansonnier (Stephen Sondheim),



Steve Reich en 2011, lors d'une répétition de *Clapping Music*, au Royal Albert Hall, à Londres.

LAURIE LEWIS/BRIDGEMAN IMAGES

chorégraphe (Anne Teresa De Keersmaeker), ou instrumentistes. Tous ont accompagné son travail ou s'en sont inspirés dans leur propre discipline.

Avec le plasticien Richard Serra, qui l'a côtoyé dans le Manhattan interlope des années 1960, le compositeur revient sur ses deux œuvres pionnières, *Come out* (1966) et *It's Gonna Rain* (1965). La première met en scène l'histoire d'un adolescent noir accusé à tort de meurtre et passé à tabac dans un commissariat de Harlem. « *J'ai dû ouvrir l'hématome pour laisser le sang sortir et leur montrer* » (« *Come out to show them!* »), clame le jeune homme enregistré. Le fragment de phrase est répété, selon la technique du déphasage – superposition décalée de bandes magnétiques – jusqu'à saturation. Le même procédé est utilisé dans *It's Gonna Rain*, où un prêcheur pentecôtiste s'alarme de l'apocalypse nucléaire. « *Reich, note Serra, se sert d'enregistrements de langage parlé comme d'une matière première* », où « *le rythme transforme les mots en émotion* ». Le compositeur travaillera cette forme répétitive, avec ou sans voix, dans des œuvres aussi essentielles que *Drumming* (1971), *Music for 18 Musicians* (1976) ou *Six Pianos* (1973). Elles doivent beaucoup à la découverte des musiques extra-européennes, dont les percussions ghanéennes et le gamelan balinais.

**UNE DETTE ENVERS PÉROTIN,
UNE PRÉDILECTION POUR STRAVINSKY ET BARTOK**

Avec Anne Teresa De Keersmaeker, qui a chorégraphié plusieurs pièces sur sa musique – dont *Fase, Four Movements to the Music of Steve Reich* (1982) –, il évoque l'importance des improvisations de John Coltrane, notamment dans l'album *Africa/Brass*: « *Seize minutes sur un mi, le mi grave de la contrebasse. Beaucoup de notes, beaucoup de bruit même deviennent possibles lorsque l'harmonie est statique* », lui dit-il, avant d'avouer son attirance pour « *la musique écrite avant 1750 et après Debussy* », avec une prédilection pour celles de Stravinsky et de Bartok. Toujours au registre des inspirations, Reich confie, dans un passionnant dialogue avec le chef d'orchestre Michael Tilson Thomas, sa « *dette envers Pérotin* », le fondateur de l'école dite de Notre-Dame, qui, au début du XIII^e siècle, avait posé les bases de la polyphonie occidentale: « *On pouvait transformer entièrement quelque chose qui avait commencé par être mélodique puis, par l'allongement progressif des durées, en faire une série de sons lancinants*

Reich revient sur *Come out*, œuvre pionnière, mettant en scène l'histoire d'un adolescent noir passé à tabac dans un commissariat de Harlem.

qui a cru trouver dans sa musique un « *antidote spirituel* ». C'est lui qui le présente à Stephen Sondheim, parolier de *West Side Story* et l'un des plus fameux compositeurs de comédies musicales. L'auteur de chansons a été saisi par la « *répétition des motifs* », comme par la prise en compte de « *la manière de parler des gens* ». Une façon de se détacher du chant lyrique, frappante dans une œuvre majeure comme *The Desert Music* (1984), dont il discute abondamment avec la soprano Micaela Haslam. Avec Jonny Greenwood, guitariste du groupe Radiohead, auquel il a dédié *Radio Rewrite* en 2013, comme avec le musicien et producteur Brian Eno, l'inspiration cède la place à l'influence dans les mondes rock, à travers des échanges aussi émouvants qu'éclairants. ■

CLÉMENT GARCIA



À Toronto, au Canada, en 1968, où le chef d'orchestre s'exila à la fin de sa vie. REG INNELL/TORONTO STAR/GETTY IMAGES

Karel Ancerl, trésor tchèque

CLASSIQUE Le label Supraphon publie les concerts de l'Orchestre philharmonique tchèque, enregistrés entre 1950 et 1968 sous la baguette de son chef charismatique. Un passionnant voyage musical sur les rives de la Moldau.

Terres des compositeurs Dvorak, Smetana ou Janacek, les pays de Bohême et de Moravie, intégrés à la Tchécoslovaquie pendant près de soixante-dix ans, ont compté quelques-uns des interprètes les plus marquants du dernier siècle. Parmi eux, Karel Ancerl, chef d'orchestre qui a hissé la Philharmonie tchèque au rang de grande phalange mondiale. Né en 1908 dans une famille juive, il adopte le violon avant que la guerre éclate. Déporté à Theresienstadt, le camp de concentration vitrine des nazis, il est envoyé à Auschwitz, dont il reviendra miraculeusement. Sa femme et son fils y périrent gazés. À la Libération, il adhère au Parti communiste, avant de prendre la tête de l'Orchestre philharmonie tchèque, de 1950 à 1968. Après l'entrée des chars soviétiques dans Prague, Ancerl manifeste son désaccord et s'exile au Canada, où il mourra cinq ans plus tard, épuisé et meurtri.

Son legs impressionne par sa lecture architecturale, un ton net, incisif, sans fioriture. La Philharmonie tchèque déploie sous sa direction un son unique,

fruité aux vents, tranchant aux cordes, que le public occidental découvrira grâce au label national Supraphon. C'est ce même label qui exhume aujourd'hui un florilège de concerts enregistrés par la radio d'État. Outre le répertoire romantique, avec des versions dynamisées de la 8^e *Symphonie* et du *Triple Concerto* de Beethoven, ou une 4^e *Symphonie* de Mendelssohn plus erratique, Ancerl s'attache à faire vivre le répertoire moderne: Debussy (splendides *Nocturnes*), Ravel (magnétique *Shéhérazade*), Strauss (un *Don Juan* enlevé) ou Stravinsky.

**DU RÉPERTOIRE NATIONAL
AU MANIFESTE COMMUNISTE**

Le chef s'érigera surtout en défenseur du répertoire national, qui se révèle ici d'une grande richesse. On découvre avec plaisir les œuvres de Vitezslav Novak (*Pan, la Symphonie d'automne*), Josef Suk (*Maturation*), Bohuslav Martinu (*1^{re} Symphonie*), Jan Novak (*Symphonie d'automne*), Isa Krejci ou Miloslav Kabelac, autant de compositeurs engagés dans la construction de l'identité nationale tchèque. Leur veine rhapsodique et bohémienne, la mise en

avant des bois et des cuivres déploient des couleurs typiques.

Pour la première fois au disque nous est offert, dans un autre genre, le *Manifeste communiste*, d'Erwin Schulhoff. Né à Prague en 1894, Schulhoff épouse les avant-gardes, s'inspire des musiques de danse et compose quelques chefs-d'œuvre pour voix et ensembles chambristes. Communiste, il écrit en 1932 cet oratorio aux formes monumentales, austère et hiératique, tiré du texte de Marx et Engels. Cherchant à acquérir la nationalité soviétique pendant la guerre, il finira dans les mains des nazis, qui l'avaient taxé d'« artiste dégénéré », pour mourir au camp de Wülzburg en 1942.

Le panorama des musiques tchèques serait incomplet sans les 7^e et 8^e *Symphonies* de Dvorak, d'une puissance tellurique, et le cycle de poèmes symphoniques *Ma patrie*, hymne tchèque officioux composé par Smetana, capté pendant l'effervescence démocratique du printemps de Prague. Une très grande version qui s'anime d'un intrépide élan. ■ C. G.

Karel Ancerl, *Live Recordings*, Supraphon, 15 CD.



Fabrice Mignot et Caroline Estremo, les nouveaux mousquetaires. LAURENT BELET/F3 OCCITANIE

Le chef et l'humoriste jouent les Maité et Micheline 2.0

TÉLÉVISION Vingt-six après, France3 Occitanies relance *la Cuisine des mousquetaires*, en actualisant la recette. Le manger sain et les productions locales sont à l'honneur.

La Cuisine des mousquetaires, France 3 Occitanie, samedi, 11h 30, et en replay sur France.tv et sur Instagram

Le nom de la recette ne change pas, mais elle est modernisée. *La Cuisine des mousquetaires* réveillera peut-être chez vous des souvenirs d'anguille assommée à coups de pilon, mais surmontez ces images : cette nouvelle émission n'a (pratiquement) rien en commun avec son illustre ancêtre. Et ce n'est pas qu'une question de décor, qu'on découvre plus spacieux et lumineux...

« On ne pouvait pas singer la Cuisine des mousquetaires de Maité et Micheline », explique le chef Fabrice Mignot, qui enfle le tablier de la truculente cuisinière landaise. D'abord, parce que « la cuisine a changé » depuis l'arrêt de *la Cuisine des mousquetaires* 1.0, diffusée entre 1983 et 1997, « d'un point de vue économique, sur le rapport au gras, au sucre, sur l'équilibre entre matières végétales et animales »... Fabrice ne renie pas pour autant cet héritage : « Je fais la cuisine que j'aime, en partant d'un plat qui a une origine historique ou traditionnelle, pour en donner une traduction actuelle. » Ainsi, un chou farci peut être « entièrement végétal, avec des légumes secs pour apporter des protéines », alors qu'avant, « un plat sans viande n'était pas considéré comme un plat »...

L'important, souligne le chef, « ce n'est pas la recette, c'est le produit ». À chaque émission, un producteur sera mis en avant. Pour le pot-au-feu 2.0 du premier numéro, par exemple, l'équipe a accueilli Jason, éleveur

de race gasconne des Pyrénées, dans l'Ariège. C'est la viande issue de ses vaches qui a été préparée par Fabrice. « *Le but n'est pas de cuisiner avec des ingrédients introuvables* », explique le restaurateur, qui proposera ainsi « *des plats du quotidien réinterprétés* » avec des ingrédients régionaux.

« LA VANNE POUR LA VANNE, JE TROUVE ÇA LOURD... »

L'émission revisite aussi le mythique duo : « *Les gens commencent à me surnommer Micheline* », plaisante Caroline Estremo. L'humoriste, révélée en 2016 par des sketches sur son métier d'infirmière, assure la coanimation. « *Heureusement France 3 avait déjà contacté Fabrice pour cuisiner. Ouf!* » Le chef avoue quand même avoir été inquiet avant la rencontre : « *La vanne pour la vanne, je trouve ça lourd... Surtout si on doit se concentrer pour suivre une recette.* » Mais il a tout de suite accroché, car lui aussi revendique un second degré, (« *voire un peu plus* ») déjà exprimé dans ses vidéos sur Internet.

« Ça leur fait pas de mal à France 3, cette spontanéité », s'amuse Caroline. Elle est « le piment » de l'émission : ni trop ni trop peu. « *Mon travail, c'est de casser le côté classique des émissions de cuisine, d'apporter de la bonne humeur* », souligne-t-elle. Mais aussi d'aider à la compréhension des recettes en posant des questions : « *Il faut se mettre au niveau du téléspectateur, prendre le temps d'expliquer. Je me fais la porte-parole de ceux qui ne sont pas hypercalés.* » Sans se prendre la tête : « *On ne va pas pleurer si on rate une béchamel* », sourit Fabrice. Reste à savoir si, du côté de l'audience, la mayonnaise prendra. ■

« Avant, un plat sans viande n'était pas considéré comme un plat. »

FABRICE MIGNOT, CHEF CUISINIER

GRÉGORY MARIN

PROGRAMME TÉLÉ



Basse Saison, Arte, vendredi, 20 h 55

Richard (Éric Caravaca) et Carole (Emmanuelle Devos) survivent comme ils le peuvent à La Grande-Motte. L'été est passé et la ville est balayée par le vent et la pluie. Les deux quinquagénaires, victimes d'une arnaque, ont tout perdu. Jusqu'au moment où débarque une vieille connaissance (Simon Abkarian)... Loufoque et grave à la fois, ce téléfilm est une merveille d'écriture et de jeu.



Blanca, M6, samedi, 21 h 10

Blanca (Maria Chiara Giannetta) est non-voyante. Et elle a développé une hypersensibilité au monde qui l'entoure. « *Je suis un détecteur de mensonges humains* », revendique-t-elle en toute humilité. Ce qui lui vaut d'être embauchée comme consultante par un commissariat de Gênes, en Italie. Une sympathique série transalpine qui vaut plus pour son héroïne que par ses intrigues... Mais qui demeure une bonne surprise.



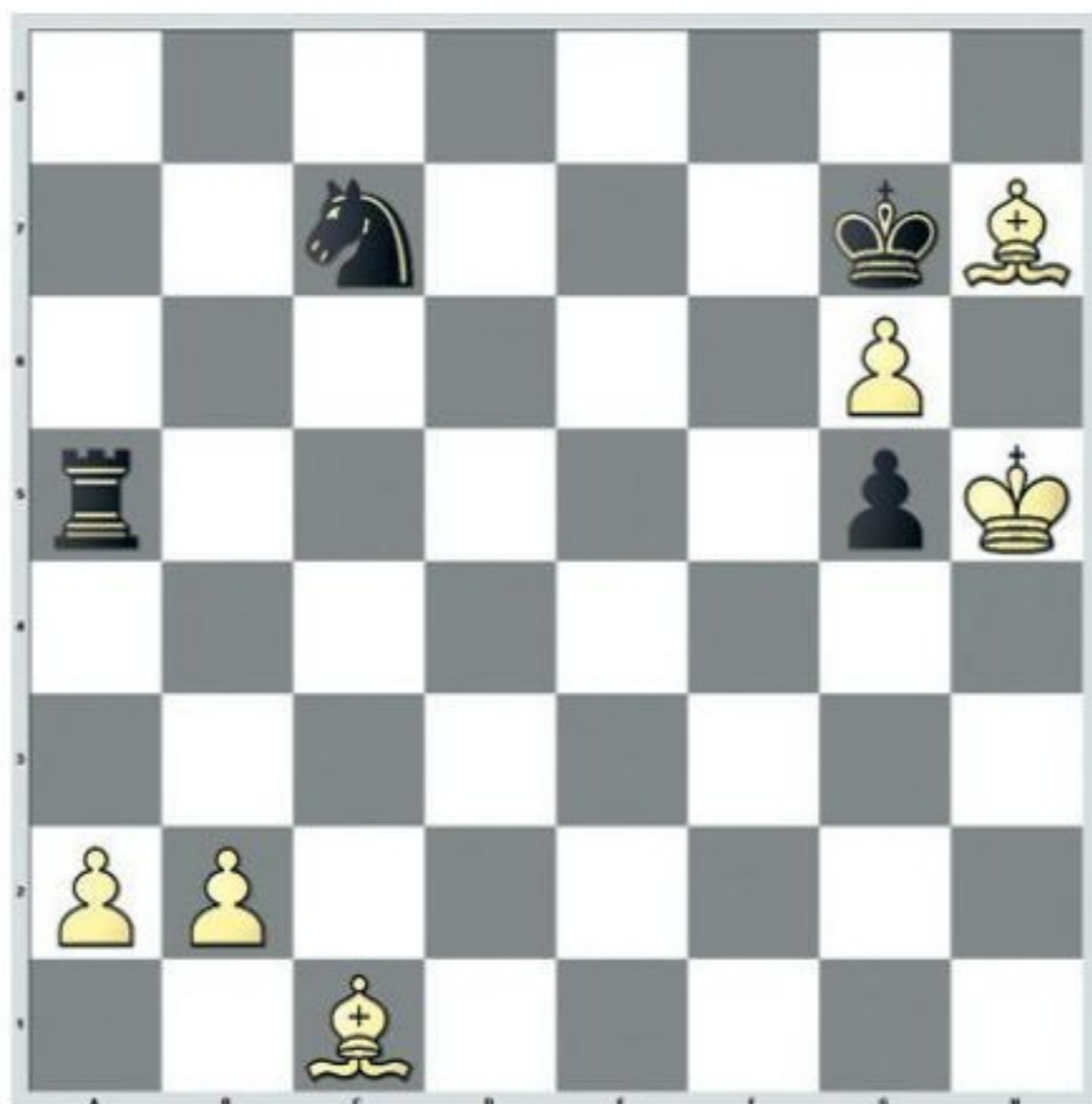
Denzel Washington, un modèle américain, Arte, dimanche, 23 h 5

La réalisatrice Sonia Dauger dresse avec justesse le portrait de Denzel Washington, modèle de réussite qui a porté à Hollywood les combats de la communauté afro-américaine, jusqu'à devenir, en 2002, le second homme noir à soulever un oscar. À l'aide d'archives, le film dépeint aussi les époques traversées par l'acteur et le racisme dont elles sont teintées.

Carnet

Bernard Chéret est décédé à l'âge de 85 ans. Figure incontournable de la ville d'Avion (Pas-de-Calais), le militant communiste à l'humour truculent en a été le premier adjoint au maire, également élu conseiller communautaire de l'agglomération Lens-Liévin. Engagé dans la vie associative locale, il était administrateur de l'association de solidarité El Fouad, adhérent de la CNL 62. Fils de résistant et déporté, il était aussi responsable de l'association FNDIRP du Pas-de-Calais. Professeur retraité de l'enseignement technique, des générations de jeunes avaient pu apprécier son sens du bien public. Il était syndiqué CGT de l'éducation nationale, puis à l'union des retraités. Un dernier hommage lui sera rendu mardi 10 janvier, de 9h30 à 10h30, en la mairie d'Avion, puis dans l'intimité familiale, à 14h45, au crématorium de Vendin-le-Vieil. *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.

LE COIN DU FOU par **Éric Birmingham**



Niveau de difficulté : *facile, **difficile, ***très difficile

ETUDE DE V. KOROLKOV, 1946 *
Les Blancs jouent et gagnent**

SOLUTION : 1.F2! (menace 2.Fc3+ par exemple : 1...Txa2 2.Fc3+ Rf8 3.g7+ Rg7 4.g8D+ 1...Tc5 (force) 2.Fc3+ Txc3 3.bxc3 g4! (la meilleure défense, après : 3... Cd5 4.c4 Cb4 5.c5 Cc6 6.Rxg5+ et avec trois pions d'avance, le gain est facile.) 4.Rh4!! (mais pas : 4.Rxg4? Cd5! 5.c4 Ce3+ 6.Rf4 Cxc4= par exemple : 7.a4 Cc5 8.Rc5 Cb7 9.Rd5 Cc5 10.Rc5 Cb7+ 11.Rb6 Cd6 12.a5 Cc4+ 13.Rb5 Cxa5 14.Rxa5 Rf6 15.Rb6 Rg7 16.Rc7 Rf6 17.Rd7 Rg7 18.Rc7 Rf8= grâce au pat, les Blancs ne peuvent progresser.) 4...g3! 5.Rh3! (si : 5.Rxg3? Cb5 6.c4 Cd6 7.c5 Ce4+ 8.Rf4 Cxc5=) 5... a4 Cc7 10.Rxg2+- 1-0

Code des symboles : ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup Intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ -+ Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat

L'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal *L'Humanité* (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr
Vente militante 01 49 22 73 47
Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)
Directoire
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements et de l'événementiel
Conseil de surveillance
Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux l'Association des lectrices et lecteurs de *L'Humanité* ; l'Association des diffuseurs de *L'Humanité*.
Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes)
Numéro ISSN 0242-6870
Dépôt légal Date de parution
Commission paritaire 1124 C 79615
Tirage du 4 janvier 2023 36 341 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.
Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



Annonces classées

retrouvez toutes nos annonces sur le site www.humanite.fr/annonces 01 49 22 74 89

Vacances

RÉSERVEZ TÔT, RÉSERVEZ MALIN

FAITES DES ÉCONOMIES EN RÉSERVANT VOS VACANCES AVANT LE 6 MARS !

JUSQU'À -15% DE RÉDUCTION

www.vacances-ulvf.com

TLC vacances

Pour vos Locations de Vacances d'Hiver

www.tlcvacances.fr
02.35.21.69.63

L'aventure ARAGON

JE COMMANDE *

■ Le hors-série *L'aventure Aragon* au prix de 9,90 € + 3 € de frais de port **, soit 12,90 € x exemplaire(s) = €
Total de ma commande €

PRÉNOM _____
NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____
TÉLÉPHONE _____
E-MAIL _____

* Délai de livraison de 10 à 12 jours
** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de *L'Humanité* à :
L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION
3, RUE DU PONT-DE L'ARCHE
37550 SAINT-AVERTIN

OFFERTS
UNE VISITE COMMENTÉE DE LA MAISON ELSA TRIOLET-ARAGON + UN PORTRAIT D'ARAGON PAR GIANNI BURATTONI

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone.

LES GENS QUI SONT EN FACE DE LA MER... ET LES GENS QUI SONT EN FACE DE LA MER... ET LES GENS QUI SONT EN FACE DE LA MER...



AGORA

Quel modèle énergétique pour quel modèle de société?

CLIMAT Atteindre l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050 implique de construire un nouveau modèle de société, fondé sur la sobriété et la lutte contre les inégalités sociales. La transition énergétique doit faire l'objet d'un débat démocratique.

La France et l'Europe se sont engagées à la neutralité carbone d'ici à 2050. Cet objectif implique de transformer le modèle énergétique et de faire reculer le recours aux énergies fossiles. De RTE (Réseau de transport d'électricité) à l'Ademe (Agence de la transition écologique), différents scénarios sont proposés qui, selon la place accordée au nucléaire ou aux énergies renouvelables (EnR), dressent un modèle de société différent sur le plan industriel et social.

Risque de coupures d'électricité, hausse des prix...

Qu'arrive-t-il à notre modèle énergétique ?

Hervé Kempf Des événements n'ont pas été anticipés. Le pic pétrolier était annoncé dès le début des années 2000. L'exploitation du pétrole et du gaz de schiste aux États-Unis l'a dissimulé pendant une dizaine d'années, mais la question se pose avec toujours plus d'acuité. Le deuxième événement, c'est le réchauffement climatique et la nécessité de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre. Ces deux phénomènes n'ont pas fait l'objet d'un travail majeur de la part des gouvernants depuis 2008.

Marie-Claire Cailletaud L'actualité met en évidence la place essentielle de l'énergie dans la vie. Sans énergie, le pays s'arrête. Face à l'augmentation des prix, des entreprises écono-intensives renoncent à produire et recourent au chômage partiel. Sans pétrole, plus de transport routier et donc plus d'approvisionnement en marchandises. Sans électricité, c'est le fonctionnement des trains, des métros, des hôpitaux, des services publics qui cesse. La question de l'énergie est centrale, car il faut à la fois satisfaire les besoins et réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'énergie ne peut pas être laissée au privé et au marché. Elle doit être gérée par des services publics pour le bien commun et l'intérêt général. Depuis les années 1990, des directives européennes ont déréglementé les secteurs du gaz et de l'électricité, prétendant que cela ferait baisser les prix. Dès le départ, la CGT s'est battue contre le dogme de la concurrence et a prévenu qu'au contraire cela conduirait à une augmentation des prix et à des black-out. Nous y sommes. La déréglementation a cassé le modèle mis en place en 1946, fondé sur un monopole exercé par des services publics et des entreprises intégrées, pour finalement mettre en place une concurrence faussée. La loi NOME oblige EDF à vendre à ses concurrents un tiers de sa production à un tarif de 42 euros le mégawattheure, alors que le prix sur le marché peut atteindre de 700 à 1 000 euros.

Jacques Rigaudiat La guerre en Ukraine révèle l'absence de souveraineté énergétique de l'Europe et de la France. Nous avons vécu à bon compte sur une énergie fossile peu coûteuse. Tant que tout se passait bien, on ne s'apercevait de rien. Aujourd'hui que tout se passe mal, on mesure combien l'énergie est vitale. Tous les aspects de la vie vont en subir les conséquences. Le mouvement des gilets jaunes nous rappelle qu'il ne faut pas sous-estimer les bouleversements qu'un événement peut provoquer, dès lors qu'il débouche sur une forte et durable augmentation des prix de l'énergie. Ne croyons pas que nous vivrons demain avec de l'énergie peu chère. Ce moment-là est définitivement fini.

Le marché n'a-t-il pas aggravé la hausse des prix ?

Hervé Kempf Les prix sont pilotés par celui du pétrole. En raison du pic pétrolier, la tendance est à la hausse durable. Nous sommes sortis du temps où l'énergie était peu chère. En tant qu'écologiste, je considère que c'est une bonne nouvelle. La libéralisation du secteur s'inscrit dans l'évolution du capitalisme mondialisé. Les pays européens consomment plus d'énergie que les pays d'Afrique ou d'Amérique latine. Dans chaque pays, il existe des écarts élevés entre les plus aisés et les plus pauvres. En moyenne mondiale, les

10 % les plus riches consomment 39 % de l'énergie, vingt fois plus que les 10 % les plus pauvres.

Marie-Claire Cailletaud Avec le marché, les prix de l'électricité ne sont plus fixés selon les coûts de production, mais en fonction du prix du gaz. Auparavant, on alignait la production sur les besoins. Désormais, les besoins doivent s'adapter à la production. Ceux qui n'ont pas les moyens de payer sont privés d'électricité. En France, 13 millions de personnes sont en situation de précarité énergétique. Si on veut une véritable transition énergétique, il faut s'attaquer aux inégalités sociales. On ne peut pas dire aux gens de fournir des efforts si les plus riches continuent à gaspiller.

Quel jugement portez-vous sur l'action gouvernementale ?

Jacques Rigaudiat Il faut à la fois faire reculer les inégalités d'accès à l'énergie et lutter contre le réchauffement. Quel que soit le modèle choisi, sa mise en œuvre nécessite de la planification, de tracer un chemin qui soit délibéré démocratiquement. Cela prendra du temps. C'est pourquoi il faut commencer dès aujourd'hui. Nous sommes à un tournant du modèle énergétique : soit nous le subissons, soit nous l'organisons sur le plan économique et social. Bien qu'insuffisantes, les mesures « sparadrap », qui permettent d'alléger la charge des plus défavorisés, sont nécessaires en attendant des réformes de fond, comme le rétablissement de l'ISF ou une réforme fiscale.

Hervé Kempf Le gouvernement ne veut pas aller vers la sobriété, car il ne veut pas remettre en cause le mode de vie des plus privilégiés. On ne remet pas en cause l'avion. On envisage de faire circuler de nouveaux TGV, alors qu'il y a un besoin important et non satisfait de TER. On doit mettre en œuvre des politiques plus structurelles. Il est hallucinant qu'on parle, par exemple, de rénovation thermique du logement depuis plus d'une décennie et que rien ne bouge concrètement. En 2007, le Grenelle de l'environnement a fixé à 450 000 le nombre de logements à rénover annuellement. Selon la meilleure hypothèse, on est aujourd'hui à 45 000 rénovations. Selon un chercheur de l'Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales - NDLR), si l'on avait atteint les 450 000 rénovations prévues, on aurait économisé 100 térawattheures, soit le niveau de gaz importé de Russie. On aurait aussi créé de l'emploi, réduit structurellement la précarité énergétique et regagné en souveraineté. Plutôt que d'aller vers la sobriété, le gouvernement mise sur l'électrification et sur le tout-nucléaire. Quand vous engagez un effort industriel et économique

dans une voie, c'est autant de moyens que vous ne pouvez pas utiliser ailleurs. A-t-on intérêt à injecter 50 milliards d'euros dans la construction de six EPR ou dans une politique de sobriété et de développement des EnR ?

Marie-Claire Cailletaud Il faut en même temps aider les plus modestes, faire reculer les inégalités et engager la transition énergétique. L'action du gouvernement est caractérisée par le fait de ne pas remettre en cause le capitalisme. En France, l'industrie a été délocalisée à l'autre bout du monde. C'est une catastrophe sur le plan environnemental. Agir efficacement à l'échelle de la France implique de s'attaquer aux secteurs les plus émetteurs de CO₂ et les plus énergivores : les transports et le logement. Les objectifs d'isolation ne sont pas atteints, faute de financement. L'objectif du Grenelle représente 10 à 15 milliards d'euros par an. La lutte pour le climat implique aussi des relocalisations d'industries, un autre aménagement du territoire... Toute l'organisation de la société est à revoir. Les économies d'énergie sont nécessaires, mais nous aurons besoin de plus d'électricité. La dynamique démographique, la réindustrialisation, l'électrification de certains usages et l'arrivée massive des nouvelles technologies vont nécessiter d'augmenter la production. On a besoin de modes de production pilotables et l'éolien ou le solaire ne le sont pas. Il faut un mix énergétique basé sur le nucléaire, avec des EnR en complémentarité.

Le gouvernement ne fait-il pas supporter aux plus modestes la transition énergétique ?

Jacques Rigaudiat Quand on isole moins de 20 000 logements par an, on ne fait pas reculer la précarité énergétique. Ce gouvernement n'agit pas vraiment. Isoler 450 000 logements par an nécessite de construire une filière, produire des matériaux, former des salariés. Faute de telles mesures, la sobriété sera censitaire. Nous sommes dans un moment de bascule qui nécessite d'engager immédiatement la transition énergétique et de débattre de ce qu'on met en œuvre. Dans une société aussi clivée que la nôtre, s'il n'y a pas un débat démocratique, franc, massif et ouvert, cela provoquera un effondrement social et démocratique. La sobriété actuelle n'est pas construite. Ce n'est pas ceux qui dépensent le plus énergétiquement qui sont concernés. Les déplacements en jets privés des milliardaires sont montrés du doigt, mais qu'est ce qui se passe ensuite ? Rien. Dans une situation de déficit démocratique, on a besoin de politique et de symbolique. La suppression de l'ISF a été catastrophique sur le plan des ressources de l'État, mais

HERVÉ KEMPF
Auteur de *Le nucléaire n'est pas bon pour le climat*, éditions du Seuil



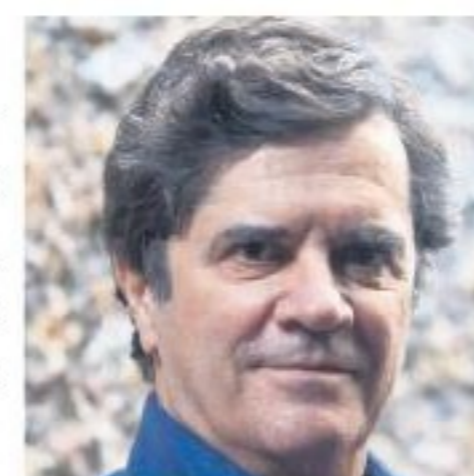
PATRICK NUSSBAUM

MARIE-CLAIRE CAILLETAUD
Élue CGT au Conseil économique, social et environnemental



ALLAOUA SAYAD

JACQUES RIGAUDIAT
Conseiller maître à la Cour des comptes, spécialiste de l'énergie



DIDIER GOUPY/SIGNATURES

«Le gouvernement mise sur l'électrification et sur le tout-nucléaire.»

«On ne peut pas dire aux gens de fournir des efforts si les plus riches continuent à gaspiller.»

«Pour décarboner notre économie, il faut électrifier les usages: mobilités, chauffage...»

/// aussi sur le plan symbolique. La transition énergétique sera démocratique et sociale ou ne sera pas.

Quelles mesures ?

Hervé Kempf Le nucléaire n'est pas très pilotable. Le faire varier trop souvent engendre l'usure des réacteurs et donc de l'insécurité. La question essentielle est celle des besoins. Aura-t-on besoin de produire 500 ou 850 térawattheures chaque année ? Choisir le haut de la fourchette, c'est pour suivre le modèle actuel sans corriger les inégalités, sans interroger le bien-fondé des productions ou de technologies comme la 5G. Dans ce cas-là, on n'échappera effectivement pas au nucléaire. Si on a une conception écologique et égalitaire de la sobriété alors on réinterroge tous les besoins.

Marie-Claire Cailletaud Qui décide quels sont les besoins ? Les citoyens ne peuvent pas être tenus à l'écart. On peut et doit réduire certaines productions jugées socialement inutiles, mais il faudra néanmoins produire plus d'électricité et les EnR seules n'y parviendront pas. Il est faux de dire que le nucléaire pilotable est dangereux. Cela accroît l'usure des centrales, mais n'amène pas un risque de sécurité. En France, l'ASN avec l'IRSN assurent la sûreté nucléaire.

Jacques Rigaudiat On ne peut pas raisonner en général. Il faut prendre en compte les caractéristiques de chaque pays. La France n'est pas la Norvège. Grâce à une géographie favorable, cette dernière dispose d'un parc hydroélectrique qui assure 90 % de sa production et lui permet d'envisager sa transition sous un tout autre modèle. La France dispose d'un parc nucléaire qui assure 70 % de sa production. Pour décarboner notre économie, il faut électrifier les usages : mobilité, chauffage... Sortir du nucléaire, comme le propose Négawatt, nécessiterait de tout à la fois remplacer ce parc tout en augmentant la production d'électricité, et cela même avec de très importants efforts de sobriété. Négawatt l'a acté dans son dernier scénario : il faudra produire plus d'électricité en 2050 qu'aujourd'hui. Je ne crois pas au scénario 100 % EnR. Premièrement, les contraintes de puissance et de fréquence obligeraient à transformer de fond en comble le réseau de transport et de distribution, ce qui a un coût très important. Deuxièmement, s'il est vrai que les EnR sont devenues plus performantes et que leur coût de production a baissé, le coût total de leur utilisation est sous-évalué, car on oublie d'intégrer les coûts de flexibilité qu'elles impliquent. Un système qui repose sur des énergies non pilotables, variables et intermittentes nécessite de disposer d'importants moyens de stockage et d'interconnexions.

Hervé Kempf Bien sûr qu'il faut partir de la situation actuelle. Nous sommes dans une situation où de nombreux réacteurs sont à l'arrêt et où l'EPR ne fonctionne pas. On a des courbes de coût qui sont problématiques. Enfin, le risque d'accident nucléaire existe. Le président de l'ASN l'a rappelé début 2022. La question centrale est : quel modèle de société ? Avec le nucléaire, c'est un modèle très énergivore et très centralisé. Couplées avec une juste sobriété, les EnR portent des logiques différentes. Par exemple, le solaire permet plus d'autonomie grâce à l'autoconsommation. Une maison équipée de panneaux solaires peut devenir autonome et l'appel au réseau sera moins important.

Marie-Claire Cailletaud Oui à l'autoconsommation. Mais nous avons aussi besoin de trains, d'industrie... Tous ces besoins ne peuvent pas être satisfaits par l'éolien ou des panneaux photovoltaïques. Veut-on continuer à laisser délocaliser notre industrie et nos emplois ? Il est faux de dire que l'État a mis beaucoup d'argent pour développer la filière nucléaire. C'est EDF qui l'a financée. L'État a même piqué dans les caisses. Quant à la possibilité d'un accident, le risque zéro n'existe pas. C'est vrai pour toutes les installations. Si le barrage de Vouglans (Jura) cède, il y aura 6 mètres d'eau dans le centre de Lyon. Enfin, le problème de l'EPR est industriel. Si nous reconstruisons la filière, nous serons capables comme par le passé de concevoir et de construire un parc de nouvelle génération à un coût raisonnable. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE-HENRI LAB

Heidegger célébré ?

Une recension élogieuse du traité *l'Histoire de l'être*, de Martin Heidegger, par Nicolas Weill, a récemment été publiée dans *le Monde*. Il faut pourtant souligner que ce volume ultranazi de 1939-1940, encore inédit en français, nous apprend, entre autres réjouissances, que le « communisme » n'a « rien d'humain » et entreprend d'en expliciter la provenance juive. Entre confusionnisme délirant et théories du complot, Heidegger « pense l'être », tout en œuvrant à l'anéantissement, comme dans *les Cahiers noirs*. Comment, dès lors, comprendre que la recension proposée soit si complaisante ?

Ce traité ésotérique est l'un de ceux par lesquels Heidegger justifie encore l'horreur nazie comme nécessité « historique ». D'ailleurs, un passage inédit d'un antisémitisme délirant en avait été supprimé, censuré par l'éditeur Peter Trawny, sur demande du probable criminel de guerre, son fils Hermann Heidegger ayant trouvé intéressant de cacher une fois de plus la poussière brune sous le tapis : « Il faudrait se demander sur quoi est fondée la prédestination de la communauté juive à la criminalité planétaire. » Traduction adoucie : prédestination deviendra « prédisposition », ce qui cherche là aussi à noyer le pois(s)on. De même, les traductions euphémisantes rendront « estre » pour l'« être », « avoindre » pour « advenir », entre autres réjouissances.

STÉPHANE DOMERACKI
Professeur
de philosophie

Selon Nicolas Weill, Heidegger resterait « un penseur de premier plan », « à contretemps » par rapport aux autres nazis, et travaillerait juste à

« préparer la rencontre avec l'être, sa non-violence, son silence, son calme, sa tendresse même ». Une telle attitude de compréhension qui laisse songeur. « Ce silence est peut-être un signe de notre ultime liberté », note encore l'auteur de la recension. Certainement celle de projeter n'importe

quoi, là où Heidegger vitupère contre la « juiverie » où seraient pris les nazis, délire spéculatif où le peuple

le plus enraciné se verrait chargé par l'histoire de devoir mener la « technique » à ses ultimes conséquences contre ceux qui l'ont promu : à la solution finale. Croire que Heidegger se contenterait de « critiquer les nazis », c'est proposer une lecture superficielle de la façon dont il justifiait le national-socialisme et le racisme même « biologique ». Sa métapolitique ne saurait s'opposer à ce « destin ». « *Le soin de la race* » est certes une « opération de nivellement » mais c'est surtout « une mesure nécessaire, par laquelle elle pousse à sa fin la modernité ». Ceci, écrit tout en tirant à vue sur la « manigance » juive, pleurnichant quelque « broyage conjoint de la germanité et de la russité dans l'empire de la machination », passage qui plaira aux amis antisémites de Douguine. Pourquoi l'article du *Monde* n'explique rien de tout cela ? ■

TRIBUNE

Insultes à l'encontre des immigrés : c'est assez !

Depuis maintenant plusieurs années, le lien entre délinquance et immigration s'installe doucement et sûrement dans certains milieux en France et c'est dévastateur pour la cohésion du pays. Il y a quelques mois, on défilait en France aux cris de « *Immigrés, assassins !* ». Il y a quelques jours, un médecin maghrébin installé dans un désert médical fermait son cabinet après des menaces de mort reçues par lui et ses patients d'origine étrangère. Il y a peu, un écrivain médiatique qualifiait les musulmans de France d'agresseurs et de voleurs. Et tout récemment, voilà qu'une starlette d'une chaîne coutumière des faits accuse les musulmans de ne même pas connaître le sens du mot république. Ces événements graves n'ont pas fait de buzz médiatique. Et pourtant, ils sont très probablement les gouttes de trop, car les personnes concernées ne supportent plus ces insultes quotidiennes.

Ces gens venus d'ailleurs ont souvent préféré la France pour ce qu'elle véhicule comme idées d'égalité, de fraternité et d'universalisme et voilà que ces valeurs s'effritent parce que l'on a cessé de penser, alors que penser sauve des vies

FATMA BOUVET
DE LA MAISONNEUVE
Psychiatre et écrivaine

et que l'intelligence serait une bouffée d'oxygène dans cette atmosphère asphyxiante. Commençons par rappeler ici aux ignorants qui assènent

ces inepties que la République française a souvent, au cours de son histoire, été sauvée par les ancêtres et parents de ceux qu'ils clouent au pilori aujourd'hui. Ces « frères étrangers » n'ont ni volé ni agressé les Français, ils leur ont épargné la mort, ils ont contribué à sauver la République et cela au péril de leur vie et de celle de leur famille. Il n'y a donc pas de place aux leçons données en matière de défense des valeurs républicaines, de respect de l'autre et de solidarité.

Maintenant, parlons du présent, puisqu'il est important pour notre avenir commun. Regardons le pays

tel qu'il est réellement. Il est cosmopolite, des unions métissées s'y pratiquent paisiblement, des Français de toutes origines font avancer le pays avec le concours de leurs collègues venus d'ailleurs. Ces immigrés sont en France par choix ou par nécessité. Il s'agit là de deux façons légales d'habiter un pays d'accueil et d'y construire sa vie en toute liberté à partir du moment où l'on respecte les lois, ce qui est le cas de la plupart des étrangers qui travaillent ici. La France accueille

TRIBUNE

La République et le communisme

Un communisme pour la France. Qu'est-ce que le communisme sinon le processus qui doit nous conduire à une toujours plus grande émancipation humaine ? Notre pays, la France, a su, au XVIII^e siècle, provoquer un des plus grands bouleversements dans l'histoire de l'humanité, supprimant les privilèges de naissance, proclamant l'égalité en droit, affirmant la liberté et proposant la fraternité. Mais une classe dominante remplaçant l'autre, ces principes sont demeurés souvent purement formels. Le « triomphe » même de la Raison et des Lumières s'est surtout effectué sous forme de la raison instrumentale (sciences et techniques), mais peu dans la rationalité des rapports humains.

Dans ces conditions, il me semble qu'être communiste en France aujourd'hui ne veut rien dire d'autre que de para-cher le mouvement de libération humaine, en poussant jusqu'au bout la logique révolutionnaire.

Liberté : oui, mais liberté d'esprits libres, débarrassés des préjugés et de tout obscurantisme, informés sur la réalité du monde, mais aussi dotés d'un solide esprit critique pour pouvoir changer dans le

JEAN-ROBERT FRANCO
Artiste visuel

monde tout ce qui doit l'être. Liberté, oui, mais à condition pour chacun de disposer de droits nouveaux d'intervention dans la cité et l'entreprise. « *Un homme libre est celui dont l'esprit libre et raisonnable lui permet d'exercer dans le monde sa puissance d'être et de se relier librement aux autres* », écrivait Spinoza. Cela exige une éducation nationale qui permette de dépasser les inégalités matérielles et culturelles de départ, et de développer une pensée libre. Cela exige aussi de disposer plus tard de droits nouveaux pour intervenir efficacement dans les différents champs de la société, car le propre de l'homme est de ne pas se contenter du monde tel qu'il est. Chacun doit pouvoir disposer de la formation et des moyens matériels compatibles avec une vie digne et enrichissante. Non seulement le niveau de développement de notre société le permettrait, mais ce serait la condition

TRIBUNE

même d'un nouveau développement rationnable et respectueux de la planète.

Égalité, donc, en droits, mais surtout en fait, avec la possibilité pour chacun d'effectuer un travail qui lui permette d'affirmer son identité, sa conscience de soi, son utilité sociale, bref un travail qui ait un sens et ouvre à l'exercice de sa créativité.

La fraternité ne se décrète pas, elle ne s'établira que dans la justice et la solidarité. On ne peut pas dire que rien n'a été fait dans ce sens depuis la Révolution française par les mouvements d'inspiration socialiste et communiste : droits et protection des travailleurs, sécurité sociale (stricte application du principe « *À chacun selon ses besoins de santé, à chacun selon ses possibilités de contribution* »). L'ambition communiste, aujourd'hui, devrait donc être de pousser cette logique jusqu'au bout, en contradiction absolue avec ce que réclame le capitalisme à son stade mondialisé et financiarisé : des hommes formatés pour être de simples rouages obéissants du système.

Sécurité : depuis l'homme des cavernes, les hommes ont besoin de vivre en lieux sûrs, d'avoir un abri, puis un toit. Ils ont besoin aussi que la société leur procure solidairement des soins et la protection de leur vie et de leurs biens. Le communisme consiste alors à pousser plus loin le principe de la sécurité, dans le domaine de la santé, mais aussi du logement, avec un logement décent et beau, mais surtout là où se crée

la valeur, dans l'entreprise. Ce sont des droits nouveaux pour les salariés dans le processus de prise de décision, mais aussi une dissociation entre, d'une part, le salarié, ses compétences, ses revenus, d'autre part, les emplois qu'il est amené à occuper et qui sont contingents. Dans cette période de rapides changements technologiques, la

réponse communiste est la plus adaptée. Elle doit permettre qu'une nécessaire évolution des activités ne se fasse pas au détriment des travailleurs concernés. Il faut une sécurité d'emploi, de revenu et de formation.

Allons plus loin : notre moment historique doit être aussi celui d'une sor-

tie progressive du salariat, comme le réclame la révolution numérique et informationnelle, en reliant entre eux des travailleurs libres. On le voit dans ces quelques exemples, il s'agit de donner en suite à notre modèle républicain dans un seul but : l'émancipation humaine, c'est-à-dire donner à cette aventure des hommes sur terre un sens qui permettra à la justice de triompher, à la création de se déployer et à l'idée neuve du bonheur de se répandre le plus largement possible. ■

Le propre de l'homme est de ne pas se contenter du monde tel qu'il est.

beaucoup d'immigrés dont les talents se sont révélés grâce à leur formation dans leur pays d'origine et elle leur permet d'accéder à des opportunités utiles pour le pays et pour eux-mêmes. Aucun établissement médical, public ou privé, ne pourrait tenir sans les soignants expatriés, en particulier du Maghreb, pourtant bien moins rémunérés que leurs collègues français malgré l'équivalence de diplôme. La pandémie a bien mis en lumière ce phénomène ancien auparavant peu connu. Alors, chers compatriotes français, sachez que très souvent ce sont des soignants immigrés qui soignent nos anciens, nos proches handicapés...

Une panne informatique ? Vous appellerez un centre externalisé ou local dont un grand nombre de techniciens, ingénieurs vient d'ailleurs. Sans eux, comment communiquer, regarder votre série ? Enseignants, éducateurs, techniciens de surface, assistantes maternelles, aides à la personne, scientifiques, chercheurs, cuisiniers, boulangers... Les immigrés sont partout, c'est ainsi que va le monde et nous n'avons d'autre choix que de vivre ensemble.

Fernand Raynaud écrivait une dystopie brillante et prophétique, lorsqu'il parlait du boulanger étranger et nous riions de l'absurdité du sketch. Aujourd'hui, de mauvais clowns incultes dépouillent de toute leur humanité, leur dignité, leurs compétences et leurs efforts ces étrangers qui rendent service à la France. Il faut que cette tonalité cesse. Que plus personne ne parle au nom des immigrés en France. Il est temps de les impliquer dans le débat public et de reconnaître haut et fort le travail qu'ils déploient pour le développement de la France. ■



DANIEL BERNABÉ

« La gauche néglige les majorités »

POLITIQUE Dans *le Piège identitaire. L'effacement de la question sociale*, le journaliste et essayiste espagnol engage une analyse fouillée sur l'origine et la fonction de diversion politique de mouvements dits « identitaires » dans le champ militant de la gauche.

Diplômé en travail social de l'université Complutense de Madrid, journaliste et analyste politique, Daniel Bernabé a publié *le Piège identitaire* en 2018 en Espagne, livre qui lui a valu de recevoir un prix du Parti communiste d'Espagne (PCE) récompensant les personnes « qui, par leur engagement, contribuent à construire un monde meilleur ». Dans l'édition française traduite de l'espagnol par Patrick Marcolini et Victoria Goicovich, publiée en 2022 aux éditions de l'Échappée, l'auteur s'interroge sur la manière dont le néolibéralisme a fragmenté et fragmente l'unité des classes populaires.

Dans votre livre, vous mettez en lumière le « piège identitaire » que certains mouvements dits « sociétaux » tendent au « mouvement social » dans son ensemble. Les premiers n'ont-ils aucune légitimité ?

Je voudrais tout d'abord remercier *l'Humanité* pour l'intérêt porté à mon livre. C'est un bonheur de pouvoir s'adresser aux lecteurs français à travers des pages si chargées d'histoire. Pour répondre à la question, disons que, dans *le Piège identitaire*, je n'établis ni un classement en fonction de leur importance entre les différents mouvements sociaux et leurs objectifs politiques, ni ne discute de leur légitimité. Ce que j'essaie d'expliquer, c'est comment, au cours des quatre dernières décennies, après l'irruption triomphante du néolibéralisme, nos identités sont devenues de plus en plus divisées et concurrentielles, compliquant énormément la création d'un sujet politique commun. De cette façon, de nombreux mouvements sociaux, et la gauche elle-même en général, semblent plus soucieux de s'occuper de la représentation de la différence que de rechercher à promouvoir l'égalité. En ce sens, il n'est pas nécessaire de catégoriser entre les différentes aspirations des mouvements sociaux, même si notre contexte nous incite à le faire de manière parfois partielle, mais il est clair que les luttes ouvrières sont généralement un magnifique outil pour unir ce que le capitalisme brise pour survivre : la classe laborieuse.

Vous mentionnez la grève du 8 mars 2018, qui, en Espagne, a rassemblé plus de 5 millions de personnes sur la base de revendications féministes pour l'égalité salariale et la fin des violences sexistes, comme révélatrice de ce « piège identitaire ». En quoi ?

Le mouvement féministe a connu un essor encourageant dans la seconde moitié de la dernière décennie. En Espagne, en particulier, la lutte pour les droits des femmes a pris une dimension politique de premier ordre. À tel point qu'il s'agissait même d'une réponse à l'extrême droite montante, portée par un nationalisme réactionnaire à la suite de la tentative sécessionniste catalane de septembre 2017. Pourtant, cinq ans après toutes ces magnifiques et nécessaires protestations, le mouvement féministe traverse en Espagne une dure division qui l'a rendu moins attrayant pour de nombreuses femmes qui sont venues à lui pour leur première expérience politique. Que s'est-il passé ? En premier lieu, quelque chose que mon livre anticipait en 2018 : l'influence des courants libéraux a dénaturé bon nombre des revendications des travailleuses, créant un « féminisme commercial » vide de transformations réelles mais plein de confusion, un féminisme qui se concentre sur l'autonomisation des femmes, en particulier des jeunes femmes, dans la réification de leur corps, par exemple. Mais, deuxièmement, le fossé le plus important est apparu à la suite du conflit avec les « trans », sous l'influence du mouvement « queer » qui réduit les femmes à la figuration et a même trouvé un biais de représentation dans une loi promulguée par le gouvernement de coalition progressiste. Un exemple de plus de la façon dont la gauche, par une prétendue attention aux minorités, néglige les majorités – la moitié de la population en l'occurrence. Un conflit difficile à résoudre est créé.

Vous établissez un parallèle entre la structure des mouvements de revendication « identitaire » et la structure qui fait de la marchandise l'alpha et l'oméga de la société capitaliste d'aujourd'hui. Pouvez-vous nous expliquer cette convergence ?

Aux États-Unis, à la fin des années 1970, les publicitaires se rendent compte que les nouveaux consommateurs, ceux qui ont été hippies dans leur prime jeunesse et font

désormais partie d'une nouvelle classe moyenne urbaine et professionnelle, commencent à acheter davantage pour se différencier individuellement que pour l'enracinement de leur statut. Cela a été mis à profit par le néoconservatisme de Reagan, pour construire une garde prétorienne de personnes pour qui leurs aspirations étaient purement individualistes, trouvant dans l'égalité non pas un moyen de vivre dans des sociétés plus justes, mais une menace qui les priverait de leur liberté. Au fil du temps, cette manière d'appréhender notre rapport à la société s'est répandue sous l'influence du puissant appareil culturel, auquel s'ajoutent les transformations économiques qui ont brisé les grandes usines du fordisme, détruisant l'identité de la classe ouvrière. Ces changements ont touché tout l'arc de la gauche, de la social-démocratie, qui est passée au substitut du social-libéralisme, aux mouvements sociaux plus alternatifs, qui sont passés de la revendication des droits civiques au souci de représentations plus culturelles, ce qui, depuis un certain temps, a été qualifié de façon péjorative par le mot « woke ». De cette façon – en résumé –, les sujets n'étaient plus perçus comme faisant partie d'une classe sociale, pas même comme faisant partie d'un groupe opprimé, mais comme des individus qui luttaient pour attirer l'attention au sein d'un marché de la diversité, dans lequel ce qui se négocie le plus est la différence.

Dans quelle mesure la gauche elle-même s'inscrit-elle dans ce « royaume » de la forme marchande et dans ce que Michel Clouscard appelait à son époque le « capitalisme de séduction » (1) ?

Dans le livre, je parle de la « classe moyenne aspirationnelle », des travailleurs qui se considèrent comme plus que ce qu'ils sont en raison de la consommation d'une série de « modes de vie » qu'ils absorbent par l'imposition de la culture néolibérale hégémonique. Pendant une bonne partie de la seconde moitié du XX^e siècle, la classe ouvrière a connu une certaine amélioration de ses conditions de vie grâce à ce qu'on appelle l'État-providence, aux concessions que les classes possédantes ont dû faire devant la menace de l'URSS et à l'action coordonnée de la gauche – partis et syndicats confondus. De plus, il y avait un certain ascenseur social que le



ENTRETIEN

capitalisme lui-même fournissait comme incitation à la promotion individuelle : ils n'étaient pas nombreux, mais certains travailleurs ont réussi à accéder à la classe moyenne grâce à la promotion dans leur emploi ou à la création de petites entreprises. Le néolibéralisme a non seulement détruit progressivement une grande partie des gains réalisés, mais a également endommagé l'ascenseur social lui-même. Cependant, il a prolongé ce substitut de la « classe moyenne aspirationnelle », par une promotion matérielle nulle mais accompagnée de la perception que les choses évoluaient en mieux, grâce, par exemple, à l'acquisition de la technologie domestique, du tourisme ou encore de la petite consommation classée « premium » : bibelots avec une belle étiquette, une manière de se sentir à nouveau « unique », « spécial », comme la clé de tout. La gauche était absente de ce mouvement de séduction, voyant ses valeurs communautaires accaparées par les individualistes. La réponse est-elle de rivaliser sur la base de ces identités ou de travailler à combattre les véritables inégalités que les gens vivent au quotidien ? À partir de la Grande Récession de 2008, un panorama différent s'est ouvert où, à mon avis, il y a beaucoup plus de place pour que les idées d'égalité soient à nouveau centrales.

« Ce qui n'est pas rentable est hors du champ de vision du capitalisme. »

Quelle a été la responsabilité des intellectuels dans ce mouvement, dans le renversement « sociétal » de la gauche en général ?

Dans le deuxième chapitre du *Piège*, j'essaie de faire un voyage compréhensible pour tous entre les catégories de la modernité et de la postmodernité. Je ne suis pas un théoricien avec des tonnes de lectures derrière moi, mais un simple écrivain, un travailleur culturel, qui essaie de raconter ce qu'il observe. Ce voyage, je l'ai fait tout d'abord pour moi. C'est alors que j'ai réalisé que la clé était de comprendre comment, au XIX^e et au XX^e siècle, ce qui faisait chanceler la société de classes était, au fond, l'idée que l'homme pouvait être propriétaire de son histoire par la raison et non un simple roseau qui s'inclinait devant le caprice fataliste des dieux, judéo-chrétiens ou économiques. Avec l'irruption du mouvement ouvrier, cette idée prend une composante de classe, c'est-à-dire qu'elle fait de la politique un outil pour faire évoluer le terrible quotidien d'exploitation auquel sont soumis des millions de personnes. Cela change littéralement le monde et anime nos 150 dernières années d'histoire. Le problème est que cette impulsion organisatrice de la modernité a aussi un côté sombre qui finit par se manifester dans le fascisme et les horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Les intellectuels d'après guerre souffrent d'un grand et logique regret

de ce qui s'est passé, ce qui ouvre une voie de critique qui finit par nuire à l'idée même de la modernité, même à ses aspects progressistes. Avec le triomphe momentané de ce qu'on appelle l'État-providence, de plus, un espace de critique se crée qui ne cherche plus l'amélioration des conditions de travail ou des droits démocratiques, mais une sorte d'aspiration expérientielle qui, dans une certaine mesure, a conduit la vague de révoltes en 1968. Dans ce livre, j'essaie de répondre à la question inconfortable suivante : 1968 et ses intellectuels sont-ils un antécédent du néolibéralisme qui a émergé dix ans plus tard ? L'idée d'« interdit d'interdire » est-elle bien adaptée à la classe ouvrière ou au système financier « international » ? Sous les pavés se trouvait la plage, ou le désir de différence de Thatcher ?

Vous citez un texte de Karl Marx sur la Commune de Paris de 1871, à la fin de votre livre. Peut-il être une boussole pour les temps actuels ?

Je voulais terminer le livre par un souvenir du fil rouge qui, comme je l'ai expliqué précédemment, a changé le monde. Évidemment, les différences sont nombreuses entre le XIX^e siècle et le XXI^e siècle, mais il y a malheureusement aussi quelques similitudes : le néolibéralisme a été une restauration conservatrice pour amener des valeurs de classe victorienne mêlées à une promiscuité de valeurs dans lesquelles tout ce qui est rentable est préférable à ce qui est humainement décent. La clé n'est pas de lire ce texte comme un outil mécanique pour notre présent, mais de le lire comme un remède à un contexte où il semble n'y avoir ni passé ni futur, juste un présentisme où il semble que la seule chose qui ait existé est l'état actuel des choses.

Comment passer à une alternative positive surmontant la devise du néolibéralisme selon laquelle « il n'y a pas d'alternative » ? N'est-il pas temps de réaffirmer la nécessité de construire le socialisme ?

La pandémie de coronavirus a été un événement terrible qui nous a tous pris au dépourvu. Mais les lectures politiques qu'on peut en faire sont éclairantes : le capitalisme néolibéral a été débordé par un événement finalement prévisible – souvenez-vous de la pandémie de grippe A de la fin des années 2000 –, simplement parce que ce qui n'est pas rentable est hors de son champ de vision. Cependant, le travail a pris une place centrale dans la lutte contre la maladie. Des agents de santé aux agents de service, des emplois dont l'exercice ne pouvait pas être arrêté ont été nommés essentiels. À leur tour, ce sont les États qui ont dû organiser une réponse, laissant aux marchés la place d'une variable inutile dans l'équation. La sphère publique a été une clé qui a sauvé la vie de nombreuses personnes et qui a permis à nos sociétés de continuer à fonctionner. Des États forts comme garants des droits, des systèmes de santé publique, une classe ouvrière essentielle... si vous lisez attentivement, cela ressemble à du socialisme ! En outre, l'incertitude accrue a fait que l'emploi est redevenu un facteur essentiel de stabilité, tant nationale que personnelle. En Espagne, celle qui s'impose comme l'une des nouvelles dirigeantes de la gauche, Yolanda Díaz, est ministre du Travail (2). Ses mesures, mises en œuvre en accord avec les syndicats, ont nationalisé des millions de salaires de sorte que, malgré le fait que l'économie s'est arrêtée, on n'a pas viré ces gens. Encore une fois, cela ressemble à du socialisme. L'Espagne clôture l'année avec son taux de chômage le plus bas depuis quinze ans, malgré les difficultés inflationnistes causées par la guerre en Ukraine, et avec son taux de contrats temporaires le plus bas grâce à une réforme du travail lancée par le ministre Díaz, en accord avec les syndicats. Je pense que la réponse est claire. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR JÉRÔME SKALSKI

(1) *Le Capitalisme de la séduction*, de Michel Clouscard, éditions Delga, 2009.

(2) Ministre du Travail et de l'Économie sociale depuis janvier 2020, membre du PCE.

LE BLOC-NOTES DE
JEAN-EMMANUEL
DUCOIN

Tirailleur(s)

PROCÈS La France aime les disputes mémorielles... et surtout les polémiques minables. Alors qu'il est actuellement en promo pour le film dans lequel il incarne un tirailleur sénégalais durant la Première Guerre mondiale, l'acteur Omar Sy, troisième personnalité préférée des Français selon le dernier classement du *Journal du dimanche*, se voit reprocher une petite phrase, évidemment complètement sortie de son contexte. « Je suis surpris que les gens soient si atteints (par la guerre en Ukraine). Ça veut dire que quand c'est en Afrique, vous êtes moins atteints ? » a-t-il déclaré lors d'un entretien accordé au *Parisien*. Depuis ces quelques mots, qui, franchement, n'avaient rien de fracassant, Omar Sy est l'objet d'attaques d'une brutalité étonnante. Toute l'extrême droite coalisée et tous les réacs de la pire espèce, capables de tout justifier pour

Omar Sy, victime
d'une polémique
minable.

distiller leur poison d'une certaine idée de la « nation », ont cru bon de réagir et de dénoncer les propos d'une star mondialement connue, vivant aux États-Unis. Alors oui, en effet, l'homme gagne des millions d'euros. Cela lui retire-t-il toute

légitimité à s'exprimer en tant que Français et citoyen ? Même l'ancienne ministre et actuelle présidente du groupe macroniste au Parlement européen, Nathalie Loiseau, s'est fendue d'un commentaire sur Twitter : « Il y a 58 militaires français qui sont morts au Sahel en luttant contre les djihadistes. Non, Omar Sy, les Français ne sont pas "moins atteints" par ce qui se passe "en Afrique". Certains ont donné leur vie pour que les Maliens cessent d'être menacés par des terroristes. » Curieux procès et étrange manière de tout mélanger, tandis que l'acteur, en pointant une disparité évidente, s'efforce juste d'éveiller les consciences.

ATTAQUE Omar Sy ne manque pas de courage. Le 3 janvier, d'abord sur RTL, puis dans l'émission *Quotidien* sur TMC, il a tenté de remettre les pendules à l'heure : « On essaie de détourner mes propos. C'est un peu un manège qui est en place depuis quelques années autour de ma personne. » Avant de confesser : « Je suis habitué. (...) Le problème, c'est ce que je suis et ce que je suis en train de devenir à chaque fois que je sors. (...) C'en est pas ce que je dis qu'on attaque. C'est moi. C'est un peu devenu systématique à chaque fois que je sors de ma cachette pour promouvoir un film, on essaie de mettre un nuage de fumée autour de la promotion de mon film. » Rendez-vous compte : face à l'ampleur de la controverse publique et politique, le *Parisien* a publié un second article, en début de semaine, histoire de raconter les coulisses de l'interview. Le journaliste y explique : « La phrase qui a mis le feu aux poudres ne désigne pas, comme le laissent entendre celles et ceux qui ont nourri cette polémique, la France ou les Français. » Avec cette précision : « C'est une conversation, et ce "vous", ce sont ceux qui se sentent moins concernés quand des enfants sont massacrés par des bombardements à l'autre bout du monde, où qu'ils se trouvent. Il le dit sans aucune virulence. » Une vraie mise au point.

VIDE Le bloc-noteur n'a pas oublié les « débats » enflammés qui avaient secoué notre pays à la sortie d'*Indigènes* (2006), de Rachid Bouchareb. Le film, qui se déroule durant la Seconde Guerre mondiale, réhabilitait la mémoire des tirailleurs nord-africains. Déjà il avait fallu prendre la plume, et rappeler que toutes les mémoires se valent. Celle de *Tirailleurs*, où Omar Sy campe en langue peule un Sénégalais enrôlé dans l'enfer de Verdun, est tout aussi primordiale. Cette semaine, l'acteur donne un long entretien à *l'Humanité Magazine*. À la question de savoir si le film comble un vide, sachant que le rôle des soldats des colonies pendant la Grande Guerre n'est que peu ou pas enseigné en France, il répond : « Peut-être y a-t-il une volonté de ne pas le raconter ? Dans le passé, on n'a pas jugé important cette partie de notre histoire. Aujourd'hui, une partie de la population aspire à la raconter. Nous avons besoin de ces récits pour nous construire en tant que Français et avoir un lien plus fort avec ce pays. On se demande parfois pourquoi certains jeunes ont du mal à créer ce lien. Il passe aussi par les récits de notre histoire commune. » Pas mieux. ■

Dites-nous tout!

filrouge@humanite.fr ou par courrier à *l'Humanité*,
5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

Légion d'invisibles

Guy Gass

Par Internet

La promotion du 1^{er} janvier 2023 de la Légion d'honneur a de nouveau attiré notre attention. Parmi les 240 hommes et femmes chevaliers, officiers, commandeurs, grands officiers et grand-croix nous retrouvons, à l'image des précédentes promotions, de nombreux politiques, notamment des ministres ou anciens ministres de M. Macron, et de nombreuses personnalités issues en particulier de la société civile. Pour ce qui est de la représentation du monde du travail, de nombreux dirigeants d'entreprise ou d'organisations patronales ont été distingués. Mais aucun représentant des travailleurs. L'attention portée aux représentants du monde du travail par le président de la République et les différents ministres est une caricature de ce qu'est la Macronie. Comme cela est relevé à propos des différentes réformes mises en place par le gouvernement. Les organisations syndicales représentatives des salariés sont ignorées et leurs avis sur les questions essentielles, comme le chômage ou la retraite, pas pris en compte. Aucun responsable syndical d'entreprise, de branche ou interprofessionnel, aucun conseiller prud'homal, aucun délégué des salariés au comité social et économique ou dans des instances paritaires des fonctions publiques ne mérite une reconnaissance par la nation de leur dévouement et de leur engagement au service des salariés du privé ou du public, souvent au détriment de leur vie professionnelle ou personnelle. Il convient également de noter que, contrairement à d'autres ministères, aucun des agents du ministère du Travail n'est à l'honneur! ■

Fraternité

Alain Pernet

Par Internet

Le président de la République souhaite un « temps de fraternité »... Que ne lève-t-il pas le secret-défense qui entrave une enquête digne de ce nom sur les assassinats xénophobes et racistes commis à Paris en janvier 2013 contre des militantes kurdes, assassinats objets d'une récidive contre la même communauté fin 2022. Si cet appel présidentiel a tout d'une usurpation, cette forfanterie d'État ne dispense en rien de nous interroger sur notre rapport à la notion de fraternité trop souvent laissée de côté, symptôme d'une relégation de l'universalisme. L'addition des combats identitaires et particuliers se coupe parfois des liens unificateurs et peine à produire un « tous ensemble ». L'identitarisme qui s'insinue même à gauche fige des situations, des clivages. L'aspiration à une alternative

se cherche, bute et s'abîme d'autant plus dans des pièges et des impasses que la société se fragmente. Le profond besoin d'alternative est la source même d'une gauche vivante. Une visée claire remettant au premier plan la modification des rapports capital-travail au cœur de l'avenir de notre humanité peut être un atout pour recréer du commun, le goût des larges actions et lever un espoir majoritaire. Nourrir l'aspiration universelle à vivre ensemble en paix dans le respect de chacun, c'est bon pour l'émancipation individuelle et collective. Loin des parenthèses galvaudées, les chemins de l'égalité et de la liberté passent par la fraternité. ■

La caverne

Roger Bacon

Par Internet

Le mythe de la caverne rend l'homme, d'une façon générale, capable de ne voir que l'apparence des choses. De nos jours, dans nos pauvres vies d'humains, nous pouvons en constater des applications concrètes. Certes, il ne s'agit pas ici de métaphysique, mais d'une observation vulgaire et édifiante... Face à nous, des écrans, des médias, avec des marionnettes qui s'agitent frénétiquement, solidement contrôlées par les vrais maîtres du jeu. En apparence, nous avons des Hanouna, des Praud, des Calvi et autres faux « rebelles » qui éructent ou analysent docilement selon les canons des vrais puissants... Nous en trouvons même au sein de médias prétendument de référence, qui, bien sûr, agrémentent leur propos de références littéraires ou philosophiques... Lorsqu'ils n'arrivent plus à être crédibles, ils ont recours à des « spécialistes » qui font furieusement penser à ceux campés par Jean-Roger Caussimon, dont l'interprétation de Léo Ferré vaut quelques minutes d'écoute. En matière de politique de santé, par exemple, le « détricotage » de notre Sécurité sociale d'Ambroise Croizat est souvent soutenu par des « experts » émargeant dans des grands laboratoires qui attendent avec gourmandise la fin de cette institution révolutionnaire. En effet, chacun cotise en fonction de ses moyens et bénéficie de prestations en fonction de ses besoins. Il est vrai que depuis des années de vrais coups de sabre ont été portés dans le contrat initial, à travers des fausses mutuelles complémentaires, le paiement à l'acte ou la baisse de l'offre des soins chère aux « libéraux "de" gauche » ou de droite, dont on constate les ravages dans les couloirs des hôpitaux publics ou privés... Oui l'urgence pour tout républicain est d'aider le citoyen à décrypter tous ces galimatias trompeurs, et ne pas s'en tenir à l'ombre projetée sur la paroi de la caverne. ■

COURRIER



Le 20 juillet 1993, le chancelier allemand, Helmut Kohl, accueille le chef d'État français, François Mitterrand. ALAIN NOGUÈS/SYGMA/GETTY IMAGES

1993, marché unique et errements de Mitterrand

EUROPE Pour ériger le système préalable à la monnaie unique, en vertu du traité de Maastricht, le pouvoir du président français, sous couvert d'intégrer l'Allemagne, va soumettre les peuples dans la tenaille du monétarisme et de l'ordolibéralisme allemands.

L'année 1993 marque un moment crucial pour l'architecture de l'Union européenne (UE), telle que nous la connaissons aujourd'hui. Le 1^{er} janvier de cette année-là est lancé le marché unique européen. Aux manettes politiques le couple franco-allemand, Mitterrand-Kohl, et à Bruxelles, Jacques Delors, président de la Commission européenne.

En vertu de l'aboutissement d'un acte unique, adopté dès 1986, les capitaux, les marchandises, les services et les travailleurs peuvent désormais « circuler librement » sur tout l'espace géographique de l'UE. C'est un préalable indispensable au lancement, à la fin de la décennie, de l'euro, dont le principe et le calendrier viennent d'être adoptés quelques mois plus tôt à Maastricht.

Pour mettre chacun des États membres au diapason, tout un arsenal de mesures contraignantes, inspirées essentiellement par le patronat et le monde de la finance, a été déployé. En France la soumission à cette logique a déjà dix ans. Son déploiement a commencé dès 1983 avec le tournant de la rigueur de François Mitterrand. Depuis lors Paris a l'œil rivé sur une politique dite de désinflation compétitive. « *En écrasant encore plus la demande sociale et les salaires chez soi, il s'agit*, explique alors dans *L'Humanité* le journaliste Okba Lamrani, *de gagner des parts de marché chez le voisin.* » L'austérité est considérée comme la seule voie possible pour raccrocher la France aux wagons du Deutsche Mark et de la performante industrie exportatrice ouest-allemande.

La nécessité d'ordonner une potion aussi amère au peuple français fait l'objet d'une « pensée unique », partagée avec une droite alors proche de revenir aux affaires. Elle est théorisée par toute la « Mitterrandie », ce vaste aréopage de dirigeants socialistes allant de l'aile droite à l'aile gauche du parti au pouvoir, de Michel Rocard à Jean-Luc Mélenchon.

Cette machine à laminer salaires et services publics va s'emballer au tournant des années 1990. À l'origine, une priorité géostratégique à laquelle va se cramponner l'Élysée : François Mitterrand a échangé Maastricht contre la réunification, le ralliement de Paris à l'unité allemande telle que décidée par Bonn, contre l'intégration de l'Allemagne dans le marché et la monnaie unique européenne à la fin de la décennie.

Même pas peur, avait répondu Helmut Kohl, qui aura d'autant moins de mal à accepter ce marchandage qu'il saisira immédiatement comment il pouvait le retourner. Jusqu'à en faire un moyen de chantage pour signifier en permanence : ou bien Paris accepte de se soumettre toujours plus à la logique monétariste et ordolibérale de Bonn, ou bien l'Allemagne joue sa propre partition. Résultat : Paris s'enfoncé dans des politiques toujours plus restrictives alors même que le pays entre fin 1992 dans l'une des plus sévères récessions de l'après-guerre (- 1,7 % de croissance en 1993 et près de 11 % de chômeurs). Au sein du Système monétaire européen (SME) et au cabinet de Pierre Bérégovoy, le premier ministre français, c'est la panique. Les taux de change sont malmenés. La lire italienne et la livre britannique sont expulsées du SME. Peseta espagnole et escudo portugais sont dévalués. Le franc décroche très fort du Deutsche Mark.

MAINTENIR LE CAP DU « FRANC FORT » CONTRE VENTS ET MARÉES

La Banque de France, qui aurait dû, en toute logique, réduire ses taux pour soulager l'économie française, reçoit la consigne de maintenir le cap du « franc fort » contre vents et marées. Loin de se montrer accommodante la Bundesbank en rajoute. Elle augmente son loyer de l'argent - il est passé de 4,3 % en 1988 à 9,5 % en 1992 -, considérant que l'économie allemande est en surchauffe (plus de 5 % de croissance en 1990-1991 et une inflation toujours mesurée à 5,6 %). La priorité d'Helmut Kohl est de financer une réunification, ou plus exactement une annexion de l'ex-RDA qui permet aux grands groupes ouest-allemands d'élargir leur « marché intérieur » à près de 20 millions d'habitants et de mettre la main sur quasiment toute l'économie de l'Allemagne orientale.

Une telle logique monétariste sera payée au prix fort par les salariés allemands des deux côtés de l'ex-rideau de fer. Mais de ce côté-ci du Rhin les travailleurs ne sont pas logés à bien meilleure enseigne. Compte tenu de l'inflexible arrimage du franc au Deutsche Mark, ils paieront une partie de l'addition géante de l'engloutissement de la RDA. Le seul solde des pertes subies alors par l'économie française à l'export compte tenu de la flambée des coûts du capital - les taux d'intérêt français vont culminer à près de 12 % en 1992 - est chiffré à 50 milliards de francs (7,5 milliards d'euros) par une étude de la caisse des dépôts et consignation (1).

Les redoutables errements stratégiques de la France mitterrandienne visant à tout subordonner à la mise en place d'un marché unique, si inspirée en fait par Kohl et les marchés financiers, se sont ainsi payés au prix fort. Ils font de 1993, année zéro de l'euro, un moment très noir pour la solidarité et la coopération dans l'UE. Pourtant toujours si nécessaires à l'avenir de l'Europe jusqu'à aujourd'hui. ■

BRUNO ODENT

(1) Étude de la caisse des dépôts et consignation, citée in *Allemagne état d'alerte ?* de Laurent Carroué et Bruno Odent, L'Harmattan, 1994.



Le trentenaire revendique de « mettre la sociologie au service de la lutte et la lutte au service de la sociologie ».

MATHIEU DRÉAN

Lille (Nord), correspondance.

Le bâtiment est vide et l'enseigne a été décrochée mais sa forme arrondie rappelle qu'il accueillait, il y a encore peu, le restaurant Courtepaille de Mouvaux (Nord). Le décor contraste avec l'agitation qui régnait ici il y a un peu plus de trois ans. Le 4 décembre 2019, les 14 salariés – dont un tiers d'étudiants employés à temps partiel – se mettent en grève, vite épaulés par les manifestants contre la retraite à points, dont la mobilisation débute le lendemain.

COMBATTRE EN MILIEU HOSTILE

« On demandait à être payés à la grille "hôtels, cafés, restaurants", à date fixe, et des embauches », rappelle Yanniss Dumon, cheville ouvrière du mouvement, délégué CGT depuis 2018. En plus de leur poste, des serveurs devaient ouvrir et fermer le restaurant ou gérer les plannings. Signé le 24 décembre, le protocole de fin de conflit accorde le paiement des jours de grève. « Les embauches obtenues étaient en demi-teinte, car elles ne concernaient que des supérieurs hiérarchiques, mais nous sommes ressortis plus forts qu'avant », assure Yanniss Dumon.

Tout comme d'autres, le restaurant de Mouvaux n'a pas survécu à la reprise partielle de Courtepaille par Buffalo Grill en 2020. Muté à Marcq-en-Barœul, Yanniss Dumon est cependant dispensé d'activité au prétexte que son employeur ne pourrait pas, après une déclaration d'inaptitude à son poste, lui proposer un autre emploi en rapport avec son niveau d'études actuel. « Je suis doctorant en sociologie... et toujours serveur à Courtepaille », sourit celui

Yannis, doctorant, militant et serveur

Trois ans après avoir mené une grève dans un restaurant Courtepaille, le désormais thésard travaille sur « l'engagement de la jeunesse » en plus de ses nombreux mandats syndicaux. Sa façon d'œuvrer à la disparition du capitalisme.

qui étudie « l'engagement de la jeunesse face aux mutations du salariat et du système scolaire ». Rattaché à un laboratoire de l'université Paris-Saclay, il bénéficie depuis septembre d'un contrat de recherche de trois ans. Dans un mémoire soutenu à l'université de Lille en septembre 2018, il revendique déjà de « mettre la sociologie au service de la lutte et la lutte au service de la sociologie ». Il y utilisait son expérience à Courtepaille pour étudier « l'émergence d'une instance de représentation du personnel en milieu hostile ». « La restauration fait partie des déserts syndicaux », regrette Yanniss Dumon, qui a fait entrer la CGT à Courtepaille Mouvaux après avoir poussé la porte de l'union locale (UL) de Tourcoing. Avant la grève de décembre 2019, « les

réclamations ont été posées une fois, deux fois... quinze fois », assure l'élu CGT, qui poursuit son employeur pour discrimination, harcèlement et « résistance abusive » à l'exercice de son mandat syndical.

« DOUBLE BESOGNE »

Son engagement dépasse le périmètre de Courtepaille. Fortement investi à l'UL de Tourcoing, conseiller du salarié et défenseur syndical, Yanniss Dumon se réclame de la « double besogne », définie en 1906 au congrès de la CGT à Amiens, qui allie « améliorations immédiates » et « appropriation capitaliste » comme horizon. À 30 ans, même s'il aimerait passer la main, il est également secrétaire général du Sela CGT Nord, le Syndicat des étudiants,

lycéens et apprentis, qu'il définit comme « une école pour apprendre à se défendre, au sein de la formation (scolaire et universitaire – NDLR) ou au travail », résume-t-il. Le Sela Nord a notamment structuré la lutte de 52 étudiants non européens à l'université de Valenciennes contre l'explosion de leurs frais de scolarité. Mais aussi accompagné des apprentis dans une boîte de métallurgie que le patron voulait virer deux mois avant la fin de leur contrat. « On leur demandait de faire de la maçonnerie, de la chaudronnerie, de passer le balai... alors qu'ils préparaient un diplôme de soudeur-tuyauteur », résume le militant.

700 BALLES PAR MOIS

Côté précarité, Yanniss Dumon, fils d'un menuisier et d'une secrétaire divorcés alors qu'il avait 1 an, a sa propre et longue expérience. « J'ai grandi dans les quartiers populaires de Tourcoing et je suis passé par des familles d'accueil. À 13 ans, j'étais sur des toitures avec mon père. Du travail informel, comme on dit en sociologie », sourit-il. À 18 ans, il quitte le foyer, s'inscrit en fac de droit et cumule les petits boulots : commis de salle, serveur, vendeur de chaussures... Entre colocation forcée et nourriture « glanée dans les poubelles des supermarchés », il reconnaît avoir « volé pour manger » et s'être livré à des petits trafics de survie. Et décrocher un boulot est loin de tout résoudre : « Quand tu n'as que 700 balles par mois (son salaire d'embauche à Courtepaille – NDLR), le moindre euro perdu, c'est 500 grammes de pâtes, avec lesquels tu manges plusieurs jours. Obtenir l'augmentation des salaires ou amener les bourses à hauteur d'un Smic, conclut-il, c'est le même combat. » ■

LUDOVIC FINEZ